



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Emplois fictifs et profits pour certains, matraques et chômage pour les autres

Une société de violence et d'exploitation



Le camp des travailleurs La campagne de Nathalie Arthaud



Pages 8 et 9

Violences policières: l'État et sa police contre les classes populaires

Dans la foulée de l'affaire Théo, on a pu croire que les problèmes des quartiers populaires allaient s'inviter dans la campagne électorale, que l'on y parlerait des violences policières, de ce chômage de masse qui frappe en premier lieu les plus jeunes, ou encore du manque de moyens des écoles. Mais la droite et le FN tentent d'inverser la situation, en présentant les jeunes des quartiers comme des « voyous ».

Fillon n'a rien trouvé de mieux pour faire oublier ses propres affaires d'emplois fictifs. Il réclame les peines plancher, la majorité pénale à 16 ans et des milliers de places de prison supplémentaires. Ce tout-répressif ne réduirait en rien la délinquance, d'autant que la loi permet déjà aujourd'hui d'envoyer des mineurs en prison.

Et puis, quelle arrogance, de la part de celui qui a arrosé sa famille d'un million d'euros d'argent public pour se payer un manoir et vivre dans le luxe! Que cela soit désormais connu de tous ne l'empêche pas de se présenter à l'élection. Comme tout bourgeois, il considère que tout lui est dû. Les efforts, les sacrifices, voire la prison, sont pour les classes populaires. Les privilèges sont pour les Fillon et les riches dont il est le serviteur.

Aujourd'hui, dans les quartiers, l'État envoie la police pour faire régner l'ordre. Mais de quel ordre s'agit-il? Pour l'essentiel, de l'ordre social basé sur l'exploitation et les injustices, bien loin de la devise « Liberté, égalité, fraternité ».

Certes, dans cette société brutale, la police a des fonctions utiles, et tout un chacun peut avoir besoin d'elle. Mais, en défendant avant tout l'ordre social existant, elle défend la domination des riches. Aucun bourgeois ne subira les violences subies par les jeunes des cités ou par les travailleurs qui, pour défendre leur emploi, bloquent leur usine ou manifestent. La police a pour vocation de faire taire ceux qui contestent l'ordre capitaliste.

Au fil des témoignages, on en sait un peu plus sur la police d'Aulnay-sous-Bois. Le commissariat de cette ville est un repaire de policiers d'extrême droite, toujours prêts à lancer aux jeunes une insulte raciste ou une provocation. Ces policiers multiplient les humiliations, les coups, voire les actes de barbarie, contre ceux qui leur tiennent tête.

C'est ce pour quoi le jeune Théo a payé le prix fort. Il a été violenté parce qu'il habite une cité HLM, qu'il est noir et qu'il n'a pas plié l'échine face aux insultes et aux coups de tortionnaires racistes. Théo, c'est notre fils, c'est notre frère, c'est notre dignité.

Depuis cette agression, la police ne manque pas de soutien. Elle en a bien sûr du côté de Le Pen et de la droite: celles-ci réclament l'interdiction des manifestations, qui ne se résument pourtant pas aux casseurs. Pour ces politiciens, il faudrait que les policiers puissent se livrer à leurs exactions impunément... et sans qu'on puisse protester!

L'attitude du gouvernement PS est également scandaleuse. Hollande est certes allé voir Théo à l'hôpital, espérant ainsi calmer la colère des banlieues. Mais le ministre de l'Intérieur a qualifié l'agression de Théo d'« accident », reprenant la version des bourreaux contre celle de leur victime. Depuis 2012, le gouvernement a défendu les policiers, même dans leurs revendications les plus réactionnaires. Il a commencé par renoncer à la délivrance d'un récépissé lors des contrôles d'identité, pourtant promis par Hollande. Et maintenant, le Parlement assouplit les règles d'usage des armes à feu, élargissant encore le droit de tirer pour les policiers.

La justice défend l'ordre social tout autant que la police. Les policiers agresseurs de Théo sont laissés en liberté. Des jeunes qui ont jeté des pierres sont condamnés à des peines de prison ferme. Et qu'en est-il des actionnaires de PSA qui, à Aulnay-sous-Bois, ont détruit, non un simple abri-bus, mais une usine automobile de 160 hectares employant 3000 salariés? Ils ont brisé la vie de nombreuses familles populaires, mais eux n'ont jamais été jugés. Ils engrangent même des profits record, augmentés par les suppressions d'emplois! La justice sert les riches, parce que la loi est faite pour eux.

Si nous ne voulons plus de ces injustices, il faut renverser le capitalisme, ce système où les riches ont tous les droits, et où les travailleurs qui relèvent la tête prennent des coups. Le monde du travail en a la force, s'il en a la conscience. À l'élection présidentielle, en votant pour notre candidate Nathalie Arthaud, les travailleurs pourront au moins dire qu'ils ne veulent plus du capitalisme, cette société de violence et d'exploitation.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Le programme de Fillon : les délinquants mineurs paieront	4
Dis-moi qui tu fréquentes...	4
Macron : caméléon colonial	4
Relations mondaines et financières	4
Colonisation : la barbarie du capitalisme	5
PS : un long passé colonial	5
PCF : un « pacte de majorité » pour aller plus vite dans le mur	5
Mélenchon : défendre l'économie ou les travailleurs ?	6
Santé : les candidats soignent leur image	6
Un secteur malade de la politique de tous les gouvernements	6
Migrants : la mairie de Paris veut cacher les pauvres	6
Petits paysans : victimes de leurs dirigeants	6
ENTREPRISES	
Metz - Luxembourg : la sécurité ferroviaire en question	12
Orange : la direction condamnée	12

Lycée Picasso-Perpignan : mobilisation pour des moyens	12
PSA : profits et suppressions d'emplois	13
Michelin : les profits en hausse, mais pas les salaires	13
Les politiciens en campagne et ceux qui décident vraiment	13
Continental : ce qu'un salarié rapporte au patron	13
Région de Marseille : pollution en quantité industrielle	13
Air France : après le référendum chez les pilotes	14
Neuhauser - Moselle : mobilisation contre les licenciements	14
La Poste - Rennes : un projet qui ne passe pas	14
Carrefour Alma - Rennes : une grève réussie	14
Seita Imperial Tobacco - Riom : non à la fermeture !	15
Abattoirs : l'inhumanité est celle des patrons	15
DANS LE MONDE	
Espagne : après le congrès de Podemos	11

160 000 manifestants à Barcelone pour l'accueil des migrants	11
Mines de Talc : ils ont les mains blanches	11
Fusions-acquisitions : la valse des milliards	11
Ikea efface les femmes	11
IL Y A 100 ANS	
23 février (8 mars) 1917 : le début de la révolution russe	10
LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD	
Échos de campagne	8
Crise : faire payer la finance	8
Changer la Constitution ou le rapport de force ?	8
S'opposer au poison nationaliste	8
Fermer les pompes qui alimentent le chômage	9
Les profits explosent... augmentez les salaires	9
Une réponse au PDG d'Air France	9
Nathalie Arthaud dans les médias	9
Réunions publiques	9
Meeting Paris	9

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Prescription : les patrons fraudeurs disent merci

L'Assemblée nationale a adopté le 16 février une loi qui va permettre aux patrons délinquants de se soustraire plus aisément à la justice.

Au départ, elle était censée allonger la prescription, période fixée par la loi, au-delà de laquelle toute poursuite judiciaire devient impossible. Ainsi, pour les délits, la prescription passe de trois à six ans, et pour les crimes de dix à vingt ans. Il s'agissait de satisfaire les victimes qui

se plaignaient que la justice ne puisse rien faire pour des faits trop anciens. Seule la prescription des petites infractions, celles qui relèvent de la contravention, reste d'un an.

Le Parlement s'est penché particulièrement sur les infractions occultes ou dissimulées. Jusqu'à

présent, la jurisprudence faisait partir la période de prescription de la connaissance des faits, ce qui permettait de poursuivre des fraudeurs pour des périodes lointaines. Par exemple, Sarkozy n'a pas pu invoquer la prescription des délits qui lui sont reprochés, car la justice a considéré qu'elle venait d'avoir connaissance des faits reprochés.

Mais, finalement, le

Parlement a changé la donne. Pour tous ces délits occultes ou dissimulés, c'est-à-dire les abus de confiance, les abus de biens sociaux, la publicité mensongère, les malversations, les tromperies, les trafics d'influence, la fraude fiscale, la prise illégale d'intérêts, autrement dit tout ce qui concerne la délinquance patronale en col blanc, un nouveau plafond de douze ans a été

institué à partir du jour de l'infraction. Autrement dit, aujourd'hui, tout délit commis avant 2005, et encore dissimulé, est définitivement prescrit.

Le journal *Capital* a titré son article : une « loi qui va faire plaisir aux fraudeurs financiers ». Pour une des dernières lois votées par la majorité socialiste, elle en devient presque un symbole.

Bertrand Gordes

Tribunal de Bobigny : un autre policier accusé

Les violences policières dont a été victime le jeune Théo, à Aulnay-sous-Bois, ont fait remonter d'autres affaires à la surface, notamment en Seine-Saint-Denis.

Lundi 20 février, le tribunal correctionnel de Bobigny était appelé à juger un policier accusé d'avoir exercé des violences similaires contre un jeune homme, lors de son interpellation à Drancy en octobre 2015. Alors que ce policier avait lui aussi fait usage de sa matraque pour violer le jeune Alexandre, le parquet n'avait retenu

que la qualification de violences volontaires aggravées, reprenant à son compte les déclarations du policier qui affirmait n'avoir eu aucune intention de blesser l'interpellé.

C'est en se basant sur cette notion d'intention que le parquet avait réfuté l'accusation de viol, en dépit des certificats médicaux attestant le contraire, et dans son réquisitoire le procureur avait demandé six mois de prison avec sursis. La présidente a refusé de le suivre, estimant que le viol subi par Alexandre n'était pas un simple délit

relevant du tribunal correctionnel, mais bel et bien un crime qui devait être jugé en cour d'assises.

Le policier a fait appel et ce sera à la cour d'appel de Paris de trancher. Reste à savoir de quel côté penchera la balance, entre une police qui attend de la justice qu'elle couvre y compris ses actes de barbarie, ou une magistrate qui a eu l'honnêteté et le courage de refuser d'absoudre cet exemple de violence policière.

Marianne Lamiral



Manifestation parisienne pour Théo.

Parrainages : le gouvernement s'assoit sur sa propre signature

Le gouvernement et le Conseil constitutionnel avaient annoncé, depuis des semaines, que les formulaires officiels destinés à ceux ayant autorité pour parrainer un candidat à la présidentielle seraient envoyés dès le jeudi 23 février. Ils auraient donc été disponibles dans les mairies, dès le samedi qui suit.

Or, désinvolture ou petite manœuvre – sans doute

les deux –, on a appris que cet envoi ne se ferait que deux jours plus tard, le samedi 25, et donc que les formulaires ne seraient dans les mairies que le lundi, voire le mardi suivants.

La raison pour justifier ce retard vaut son pesant de cacahuètes. Pour que ces formulaires soient valides, il faut d'abord la signature du Premier ministre. Or, Cazeneuve se trouvant

en Chine à la date prévue initialement, il faudra attendre son retour pour mettre en route la lourde et absurde procédure mise au point, ne l'oublions pas, par la majorité socialiste elle-même.

Ces piteuses justifications prêteraient à sourire, si elles n'avaient pas des conséquences pour ceux qui, faute d'avoir une présence institutionnelle

établie, ne peuvent compter que sur leurs seuls efforts militants pour rechercher les 500 parrainages nécessaires. C'est pour eux un obstacle de plus. D'autant que, si la date d'envoi des formulaires aux éventuels parrains est reculée, celle imposée pour leur renvoi au Conseil constitutionnel est maintenue, réduisant le temps utile pour l'obtention de ces parrainages.

Reste donc à espérer que Cazeneuve ne se casse pas quelques abattis ou n'attrape pas une malencontreuse grippe l'empêchant de parapher le décret nécessaire au déclenchement du processus électoral.

Tout cela est absurde, ridicule et mesquin. Mais c'est comme cela que fonctionnent ceux qui gouvernent.

Jean-Pierre Vial

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Beauvais

Dimanche 5 mars à partir de 11 heures
Espace Argentine
15, rue du Morvan
à 12 h : allocution de Nathalie Arthaud

Argenteuil

Samedi 11 mars à partir de 11 heures
Complexe Jean-Vilar
Boulevard Héloïse
à 19 heures : allocution de Nathalie Arthaud

Creil

Samedi 11 mars à partir de 16 heures
Salle Georges-Brassens
à 18 h 30 : allocution de Roland Szpirko

Angers

Samedi 18 mars à partir de 16 heures
Salle Aragon,
rue Joseph-Bara à Trélazé
à 19 heures : allocution de Nathalie Arthaud



LEUR SOCIÉTÉ

Fillon : dis-moi qui tu fréquentes...

On savait le programme de Fillon doux aux riches : ses quinze mesures phares sont autant de cadeaux fiscaux pour la bourgeoisie, avec la suppression de l'ISF, les 40 milliards de baisses de charges supplémentaires promis aux entreprises.

Ces cadeaux sont assortis de nouveaux coups contre les travailleurs, du recul de l'âge de la retraite à 65 ans à l'allongement du temps de travail, sans oublier les 100 milliards d'économies en cinq ans qu'il promet d'appliquer aux dépenses de l'État, en commençant par réduire le nombre de ses salariés.

C'est un programme fait pour les bourgeois et concocté... par les bourgeois. Car les portefeuilles bien garnis pullulent dans l'équipe de campagne et les soutiens de Fillon. Parmi les proches, on trouve le désormais célèbre Marc

Ladreit de Lacharrière, qui a su offrir un petit boulot à madame Fillon dans sa *Revue des deux mondes*. À la tête de sa holding personnelle, l'ex-directeur financier de L'Oréal est devenu un milliardaire généreux avec ses amis ! Henri de Castries, ancien PDG du groupe AXA, figure parmi ses conseillers, notamment en matière d'économie. Il voit en Fillon l'homme capable d'une «fermeté sans faille dans l'exécution d'une stratégie d'avenir», une fermeté qu'il oriente bien évidemment contre les classes populaires.

Ces noms à particule ne



ont pas les seuls à fleurir bon le Cac 40 et la grande bourgeoisie dans l'entourage du candidat. On y trouve pêle-mêle Pierre Danon, ancien dirigeant de Numericable et spécialiste d'une politique de réduction des coûts, son épouse, Laurence Danon-Arnaud, qui a su, en tant que présidente de la commission Prospectives du Medef, lui suggérer toutes sortes de «rêves d'avenir» patronaux,

relayée par Viviane Chaine-Ribeiro, présidente de la fédération patronale Syntec, l'une des porte-parole officiels de Fillon.

Cette équipe de haut vol n'oublie pas de s'adresser à Dieu. Ainsi Jérôme Chartier, conseiller spécial de Fillon, organise chaque année des Entretien à l'abbaye de Royaumont. Dirigeants économiques, hauts fonctionnaires et représentants des cultes s'y retrouvent autour

de thèmes tels que «Croyant et citoyen». En 2016, le gouverneur de la Banque de France put y évoquer «l'expérience de Jésus manager» qui a construit «l'entreprise internationale la plus durable du monde».

Tout ce beau monde prie sans doute Jésus manager et tous ses saints pour que les casseroles familiales de Fillon ne le disqualifient pas complètement!

Nadia Cantale

Son programme : les délinquants mineurs paieront



François Fillon vient d'ajouter à son programme l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans. L'annonce de cette mesure est purement démagogique

car, comme l'ont fait remarquer plusieurs magistrats, aucun âge n'est actuellement fixé, en dessous duquel un jeune ne pourrait être jugé pénalement. Mais

peu importe pour Fillon : il veut s'afficher comme un candidat à poigne et si possible faire oublier ses propres malversations.

À la suite du viol de Théo à Aulnay-sous-Bois, c'est avec la police que Fillon a montré sa solidarité. Tout en reconnaissant que les auteurs de cette agression devaient être sanctionnés, il a aussitôt déclaré : «Un acte d'une violence pareille ne doit pas retomber sur la police, la gendarmerie, les forces de sécurité, qui n'ont rien à voir là-dedans.»

Fillon s'est par contre

empressé de montrer du doigt ceux qui, dans les banlieues, réagissent violemment aux exactions de la police, dénonçant «des mineurs qui se savent pratiquement intouchables car la loi les protège davantage que leurs victimes». C'est pourtant loin d'être la réalité : 92 000 mineurs sont soumis chaque année à la justice pénale, et près de 800 sont aujourd'hui en prison. Leurs peines sont souvent moins longues que celles des adultes, car ils peuvent bénéficier de l'excuse de minorité que Fillon

veut supprimer. Mais celle-ci n'a rien d'automatique. La seule limite à ce qu'un mineur soit pénalement responsable est qu'il soit «capable de discernement».

Fillon se moque en fait de tout cela, comme d'ailleurs de la sécurité dans les banlieues. Plus les preuves de ses détournements d'argent public s'accumulent et plus il durcit son programme sécuritaire pour faire diversion. L'impunité, c'est pour lui qu'il la réclame.

Daniel Mescla

Macron : relations mondaines et financières

Le parcours professionnel d'Emmanuel Macron comme inspecteur des finances, puis banquier d'affaires à la banque Rothschild, lui a permis d'accumuler parmi les financiers et les chefs d'entreprise des relations bien utiles pour un candidat à la présidence.

Le mentor de Macron était Henri Hermand. Décédé en novembre dernier, celui-ci avait fait fortune dans l'immobilier commercial et la grande distribution avant de devenir vice-président du quotidien *Le matin de Paris*. Lié au Parti socialiste, il a raconté avoir

repéré Macron, alors à l'ENA, et l'avoir aidé depuis.

Le mouvement politique de Macron intitulé En marche est domicilié à l'adresse du directeur de l'institut Montaigne, créé par le fondateur du groupe AXA, Claude Bébéar, et dirigé aujourd'hui

par un autre ancien patron d'AXA, Henri de Castries. Il dispose d'un budget de 3,8 millions d'euros issus de dons d'entreprises.

Macron a été lui-même membre d'une officine, En temps réel, où il côtoyait d'autres patrons tel Stéphane Boujnah, banquier,

ancien conseiller de DSK à Bercy et cofondateur de SOS Racisme. Il est toujours bon pour un patron de fréquenter de tels prétendus laboratoires d'idées et de contribuer à leur financement. Il peut y avoir ensuite des retours sur investissements.

Inès Rabah



Un caméléon colonial

Lors de son voyage en Algérie, Macron avait voulu plaire à son auditoire en qualifiant la colonisation de «vraie barbarie» faisant partie de «ce passé que nous devons regarder en face, en présentant nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes».

Le nous en question, aurait-il fallu préciser, c'était l'armée française agissant aux ordres ou avec la complicité des gouvernements de droite, du centre et de gauche qui se sont succédé tout au long de la colonisation, et en particulier durant la guerre d'Algérie.

Mais quand Macron

s'est rendu ensuite dans le sud de la France, il a suffi qu'une centaine de manifestants chauffés à blanc, parmi lesquels des militants du Front national, viennent parasiter son meeting de Toulon pour qu'il batte en retraite. Et de demander pendant de longues minutes pardon

aux «passionnés à qui il a fait mal».

On savait déjà que Macron n'a ni programme ni idées. On sait maintenant que, quand par hasard il en formule une valable, il peut la retirer à la moindre pression de la droite et de l'extrême droite.

Jean Sanday

Colonisation: la barbarie du capitalisme

De Fillon à Le Pen, en passant par Estrosi ou Dupont-Aignan, les politiciens de droite et d'extrême droite se retrouvent tous dans la défense du colonialisme.

Les quelques nuances apportées dépendent du lieu et de la période où les déclarations sont faites, puisque le même Fillon, quelques jours avant Macron, déclarait au *Quotidien de La Réunion* que « L'esclavage, la colonisation, la traite des êtres humains, étaient des abominations. » Mais Marine Le Pen a parlé de « crime contre son propre pays » pour les paroles de Macron à Alger. C'est la position de

ceux qui prétendent voir un rôle positif, une mission civilisatrice dans l'histoire coloniale française, faite de violences, de pillages, de massacres, d'exploitation institutionnalisée, au plus grand profit des capitalistes et de leurs banques.

Après la conquête d'Alger en 1830 par un corps expéditionnaire de 37 000 hommes, les 130 ans de colonisation de l'Algérie furent une longue suite de guerres et d'actes barbares,

de traitements inhumains voire de mains coupées. De 1840 à 1848, le général Bugeaud et ses troupes, au nom de l'intérêt agricole, c'est-à-dire de l'expropriation forcée des terres de la petite paysannerie, fit fondre la population autochtone d'un tiers. À coups d'enfumages dans les grottes – la méthode appliquée par Cavaignac pour exterminer les tribus récalcitrantes –, de villages brûlés, de répression sauvage des indigènes ou des musulmans, comme étaient nommés les Algériens par les autorités françaises, les terres, les meilleures surtout, leur furent confisquées. En 1920, par vagues, un million d'hectares de terres fertiles volés, l'équivalent d'un pays comme le Liban, étaient passés aux mains des colons européens.

L'œuvre « civilisatrice » de la colonisation, ce fut aussi le portage, le transport à dos d'homme, système rentable pour lequel des opérations de ratissage furent organisées, en Algérie comme en Afrique

de l'Ouest. Dans cette dernière, en 1925, les populations devaient donner 12 à 15 jours par an pour cette tâche. Ce fut le travail forcé, en principe interdit mais pratiqué sous forme de prestations en nature. Ce fut le Code de l'indigénat, ensemble juridique et réglementaire répressif à l'usage des seuls indigènes, instauré par Jules Ferry en 1881 et qui privait les Algériens de la majorité de leurs libertés et de leurs droits. Ce fut l'impôt de la capitulation, imposé au tournant du siècle, en nature puis en espèces, qui contraignit les pauvres à vendre leur chèvre ou leur vache. Pire, la mission civilisatrice de la France, ce furent les épidémies et les famines qui frappaient des populations épuisées, la famine de 1867 causant 500 000 victimes.

Clairement, pour les colonisateurs, les colonies devaient être uniquement sources de profits. Une loi sur l'autonomie financière de celles-ci fut promulguée en 1901, dans le sens où elles ne devaient pas coûter

le moindre centime à la métropole. C'est ainsi que les 500 kilomètres du chemin de fer Congo-Océan, construit entre 1921 et 1934 par 130 000 Africains réquisitionnés, se solda par la mort de 15 000 ou 20 000 d'entre eux, pour envoyer vers la métropole le coton du Tchad et de Centrafrique, le manganèse et le bois du Gabon, ou encore les oléagineux et le cuivre du Congo. « J'ai vu construire des chemins de fer, on rencontrait du matériel sur les chantiers. Ici, que du nègre. Le nègre remplaçait la machine, le camion, la grue; pourquoi pas l'explosif aussi? », se révoltait en 1929 le journaliste Albert Londres.

Le mouvement ouvrier, depuis sa naissance, a toujours combattu le colonialisme. Mais, plus de 50 ans après l'indépendance de l'Algérie, obtenue à la suite d'une guerre meurtrière, il se trouve toujours, dans la bourgeoisie française et parmi ses politiciens, des nostalgiques de cette époque.

Viviane Lafont



Deux d'un coup!... C'est superbe! Tu auras la croix!

PS: un long passé colonial

À propos des paroles de Macron sur la guerre d'Algérie, la ministre de la Famille Laurence Rossignol a déclaré que la gauche « s'est construite aussi sur l'anticolonialisme et en particulier sur le soutien à la guerre d'indépendance, en Algérie ». C'est une étrange vision du passé,

Depuis la SFIO, les ministres socialistes ont

toujours été du côté des colonisateurs, même et surtout dans les pires moments. En 1956, Guy Mollet, élu pour faire la paix, intensifia cette sale guerre en envoyant le contingent en Algérie. La torture et toutes les exactions de l'armée coloniale française ont été alors commises sous un gouvernement socialiste auquel les dirigeants du PCF avaient

voté des pouvoirs spéciaux, permettant à Guy Mollet d'amplifier la guerre coloniale.

Quant au futur président socialiste Mitterrand, il était alors ministre de la Justice et envoya à la guillotine le militant du Parti communiste algérien Fernand Iveton, ainsi que nombre de combattants du FLN.

N.S.

PCF: un "pacte de majorité" pour aller plus vite dans le mur

Alors que Mélenchon et Hamon annoncent chacun de leur côté que, comme on pouvait s'y attendre, ils ne se présenteront pas ensemble, un article du journal *L'Humanité* du 21 février titrait: « Rassemblement, la page n'est pas tournée pour tous ».

Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, propose une rencontre aux différents candidats de gauche pour « un pacte de majorité à gauche ». Olivier Dartigolles, porte-parole du parti, a déclaré de son côté: « La direction du PCF ne se résigne pas à une gauche désunie, dans une situation de danger extrême pour la démocratie et l'avenir social du pays. »

Après s'être exclu de lui-même de la campagne électorale en ne présentant pas de candidat, et en

choisissant de se rallier à Mélenchon, le PCF continue de se saborder. Malgré le ralliement de celui-ci, Mélenchon ne s'est montré prêt à aucune concession, annonçant qu'il présentera ses propres candidats aux législatives, et ne s'engageant pas au désistement en faveur des candidats du PCF, y compris dans les circonscriptions où le PC a encore des députés.

Avec la victoire de Hamon lors des primaires socialistes, la direction du PCF a pensé trouver une

possibilité de marchander le sauvetage de certains de ses élus. « Avec la désignation de Hamon et le décrochage de Fillon, la possibilité existe d'un pacte de majorité pour battre la droite, l'extrême droite et Macron. Le PCF depuis des mois invite à ce rassemblement de tous ceux qui veulent sortir de l'impasse sociale-libérale de ces cinq dernières années », déclarait Pierre Lacaze, un secrétaire départemental du PCF.

Aux travailleurs révoltés par la politique antiouvrière menée par le gouvernement de Hollande durant cinq années, la direction du PCF ne propose donc que de se raccrocher à un hypothétique rassemblement derrière

un ex-ministre de Hollande, Hamon, ou un admirateur de Mitterrand, Mélenchon. Ce sont pourtant les différents gouvernements de gauche, de celui de Mitterrand de 1981, avec ses quatre ministres communistes, à celui de Hollande, qui ont dégoûté et démoralisé les travailleurs au point d'en pousser un nombre de plus en plus important à voter pour le Front national. Cette politique unitaire a même été poussée jusqu'à appeler, sous prétexte de battre le FN, à voter pour des candidats de droite parmi les plus



Je t'aime, moi non plus.

antiouvriers, comme en 2002 pour Chirac et lors des dernières élections régionales pour Xavier Bertrand et Christian Estrosi.

La direction du PCF s'obstine ainsi dans une politique suicidaire. Malheureusement, elle y entraîne avec elle ceux de ses militants qui sont réellement attachés à la défense des intérêts des travailleurs.

Aline Rétesse

Mélenchon : défendre l'économie ou les travailleurs ?

Jean-Luc Mélenchon a présenté dimanche 19 février sur sa chaîne Internet son programme économique, en plus de cinq heures d'émission. Mais qu'est-ce qu'un travailleur peut bien en attendre ?

Mélenchon parle de l'économie en général, et se prétend capable de la relancer, sans jamais mettre en question le pouvoir et les profits des capitalistes. Au contraire même, dans sa « révolution fiscale », Mélenchon prévoit de baisser l'impôt sur les sociétés de 33% à 25%! Il souhaite le retour de l'inflation, dont

il espère qu'avec son programme elle atteindra plus de 4% par an. À ce rythme-là, l'augmentation du smic qu'il promet, de 1150 euros à 1300 euros net, sera annihilée en à peine trois ans!

Le problème n'est pas l'économie en général. Pour le grand patronat, elle va plutôt bien, en tout cas pour ses profits. Le problème est

la véritable guerre sociale que le patronat mène contre le monde du travail, à coups de fermetures d'usines, de suppressions d'emplois, de restructurations, d'intensification du travail et de baisse des salaires. Face à cette guerre de classe, ce candidat qui se prétend insoumis joue à l'arbitre loyal qui aurait une solution juste et acceptable par tous. C'est un marchand d'illusions : en prétendant trouver un consensus entre exploités et exploités, il ne trompe que les travailleurs

qui s'y laisseront prendre.

Le patronat ne se laissera pas payer de mots ; il ne compte qu'en argent sonnante et trébuchant. Tout comme avec Hollande, si par extraordinaire Mélenchon était élu, les patrons empocheraient l'argent des réductions et des aides, tout en exigeant plus de sacrifices des travailleurs.

Les discours de bateleur de Mélenchon cachent mal la réalité de son programme. Au patronat, à la bourgeoisie il promet du concret, et aux

travailleurs il ne promet que du vent.

Les travailleurs n'ont à faire confiance ni à ce genre de beau parleur, ni aux hologrammes par lesquels il se multiplie. C'est par la lutte qu'ils devront imposer les mesures nécessaires non seulement à leur propre survie mais, au-delà, à la marche rationnelle de l'économie, non pas en fonction du profit d'une minorité mais en fonction des besoins de l'immense majorité.

Pierre Royan

Santé : les candidats soignent leur image

Le 21 février, la Mutualité française a invité des candidats à exposer leurs propositions sur la santé. Les thèmes se sont bien souvent recoupés, en particulier sur les sujets sensibles comme les remboursements de soins ou de prothèses.

François Fillon veut faire oublier son programme anti-Sécurité sociale. Il propose le remboursement à 100% des lunettes pour enfants, davantage de prévention gratuite et une aide à l'acquisition d'une complémentaire santé pour les retraités les plus modestes. Mais, avec tout cela, il veut tout de même faire 20 milliards d'économies en cinq ans!

Emmanuel Macron, lui, veut améliorer les hôpitaux,

renforcer leur autonomie, et développer un partenariat public-privé, une pratique qui jusqu'à présent a surtout favorisé le privé.

Benoît Hamon veut faciliter l'accès à la complémentaire santé, y compris pour les plus pauvres. Vu le prix exorbitant de certains médicaments, il n'exclut pas de recourir à la production d'office de médicaments génériques. Il veut aider les médecins qui s'installeraient

dans des zones mal dotées et faire reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle.

Macron et Hamon évoquent tous les deux la possibilité de plafonner la tarification à l'acte, qui pousse les établissements de soins à multiplier les actes médicaux. En ce qui concerne le remboursement des prothèses auditives, des frais dentaires et d'optique, Hamon promet de l'augmenter, Macron en propose le remboursement à 100% d'ici 2022.

À les entendre, demain, ou en 2022, on soignera gratis ou presque. Mais comment



Manifestation pour le maintien d'une maternité.

les croire? Comment et par qui seront contrôlés les coûts de production de traitements aux prix exorbitants, si ce n'est par ceux qui les conçoivent et les fabriquent? Comment imposer aux laboratoires pharmaceutiques la fabrication de génériques? Comment faire en sorte que des généralistes, et à plus forte raison des spécialistes, acceptent

de quitter les beaux quartiers pour des déserts médicaux? Comment améliorer l'hôpital sans embaucher les milliers de travailleurs indispensables?

Tout cela, les candidats n'en savent rien, et d'ailleurs ne s'en soucient pas. Aujourd'hui, il s'agit de jeter de la poudre aux yeux, et cela ne coûte rien

Sylvie Maréchal

Un secteur malade de la politique de tous les gouvernements

Pendant que les futurs candidats des partis de gouvernement pérorant sur leurs propositions sur la santé... pour l'avenir, ce qu'ils ont fait ou approuvé quand ils ont participé à un gouvernement montre ce qu'on peut attendre de ces bateleurs.

Pour se limiter aux vingt dernières années, on a connu les cinq années de gouvernement Jospin pour la gauche, suivies des dix ans de droite avec Chirac et Sarkozy, pour finir par les cinq années de Hollande. Ce furent vingt années d'attaques continues et sordides contre les hôpitaux publics, contre le droit à se faire soigner, avec le déremboursement de plus en plus massif des médicaments et des soins. Ce fut, parallèlement, l'enrichissement indécent des trusts pharmaceutiques, de ceux de l'immobilier et de tous ceux liés de près ou de loin à cette activité: des fabricants de matériel médical aux prestataires

de services, entreprises de nettoyage et autres. Sans oublier les compagnies d'assurance privées et les banques, qui ont fait fructifier les intérêts des emprunts forcés des hôpitaux et de la Sécurité sociale.

Sous la conduite de Martine Aubry, le gouvernement Jospin, dont Mélenchon est si fier d'avoir été un sous-ministre, a aggravé la politique de fermeture partout dans le pays des maternités, des hôpitaux de proximité, des services d'urgence, etc. Elle a agi pour restreindre les budgets des hôpitaux publics, en élargissant le déremboursement des médicaments, pendant qu'elle offrait des baisses

massives de cotisations aux employeurs.

Ensuite, après qu'elle avait été préparée sous la gauche, c'est la droite qui a mis en place dans les hôpitaux publics la tarification à l'acte, appelée T2A. Ce système infernal a mis tous les hôpitaux en faillite virtuelle, ce qui ne veut rien

dire mais a permis de justifier les baisses continues d'effectifs et de moyens. Puis les plans dits de retour à l'équilibre ont accéléré la grande misère des hôpitaux publics. De même les partenariats public-privé, commencés sous la gauche, ont organisé le pillage des hôpitaux publics, en particulier

par les grands trusts du bâtiment. On a puisé dans l'argent des salariés, car le financement de la santé ne vient que de l'argent pris sur les salaires, les cotisations sociales n'étant que du salaire différé. L'État quant à lui n'apporte à l'ensemble du ministère de la Santé qu'une participation symbolique, l'avant-dernière du budget.

Le bilan est qu'il manque partout de médecins, d'infirmières, d'aides-soignantes, d'agents hospitaliers. Pour faire face à l'indispensable, les hôpitaux sont obligés de faire appel à l'intérim et à une pléthore de contrats aidés.

Oui, la santé est malade, à tous les niveaux, des politiques menées de la façon la plus sordide par les défenseurs de cette société, au nombre desquels les principaux candidats à la présidentielle.

Paul Sorel



Migrants : la mairie de Paris veut cacher les pauvres



L'ouverture par la mairie de Paris du centre de la porte de la Chapelle était censée résoudre le problème de l'arrivée des migrants à Paris et permettre à ces derniers de trouver un accueil digne de ce nom.

Il est vite devenu un cache-misère sordide. Sa capacité de 400 places est sous-dimensionnée et ne permet d'accueillir qu'une minorité de migrants. Les autres errent vaille que vaille autour, espérant y être enfin reçus. Ils sont chassés chaque soir par la police, qui veut éviter la formation d'un nouveau campement sauvage.

En novembre dernier, la police avait détruit un tel campement installé à la Plaine-Saint-Denis, sur l'avenue du Président-Wilson. À cette occasion, un collectif d'habitants, Solidarité migrants Wilson, s'était formé pour distribuer des repas et aider juridiquement les réfugiés. Après le démantèlement du camp, il a poursuivi ses actions en venant chaque matin distribuer de 100 à 300 repas à la porte du centre de la Chapelle. Son action a été relayée spontanément par des centaines de Parisiens, qui viennent apporter des habits chauds, de la nourriture et s'inscrivent pour aider.

Cela n'a pas eu l'heur de plaire à Anne Hidalgo, qui

claironne qu'elle a géré le problème de manière humaine. La mairie de Paris s'ingénie maintenant à mettre des bâtons dans les roues de ce collectif, dont l'action soigne les carences de son dispositif. Elle ne veut pas que les migrants démunis, rejetés de partout, soient visibles, et voudrait qu'ils restent cachés. La mairie a donc fait déposer de gros rochers devant le centre, pour éviter que les migrants s'installent et dorment. Quant à la préfecture, jamais en reste, elle envoie des policiers verbaliser les membres de l'association qui stationnent pour décharger les repas. Dernière ignominie : jeudi 16 février, elle a même déployé des policiers pour empêcher toute distribution de nourriture aux réfugiés.

Bien mal lui en a pris, puisque samedi 18 février de nombreux habitants ont répondu à l'appel de l'association pour renforcer, par leur nombre, cette action légitime et tout simplement humaine.

Aline Urbain

Petits paysans : victimes de leurs dirigeants

À la suite du décès brutal de Xavier Beulin, le président de la FNSEA, principal syndicat paysan, une série d'hommages lui ont été rendus par Hollande, ses ministres et toute la classe politique. Jusqu'à l'Humanité qui a célébré le « démocrate » et les actions de ce grand industriel.

Car, si Xavier Beulin présidait la FNSEA, il présidait aussi un des géants de l'agroalimentaire, la multinationale Avril. Celle-ci regroupe 72 000 salariés dans 21 pays et réalise un chiffre d'affaires de 6,7 milliards d'euros. Ce groupe est un des leaders mondiaux du diester et des huiles de consommation, avec les marques Lesieur et Puget, mais a aussi des activités dans différents secteurs comme l'immobilier, sans parler de ses interventions financières.

Outre les dizaines de

milliers de salariés que cette multinationale exploite, elle tient sous sa dépendance des dizaines de milliers de paysans, dont beaucoup de petits paysans en France, en Roumanie, en Afrique et ailleurs, tirant d'eux tout le profit qu'elle peut.

C'est bien d'ailleurs tout le paradoxe du monde paysan d'aujourd'hui. Le plus grand syndicat agricole, la FNSEA, qui regroupe l'immense majorité des paysans (plus de 80 % des adhérents à un syndicat agricole), avait à sa tête un des grands représentants

de l'agroalimentaire. Les dirigeants de cette branche capitaliste, quelle que soit la structure de leur entreprise, mènent la guerre à leurs salariés, mais aussi aux paysans les moins riches. Ils leur imposent une baisse continue des prix et leur font payer les gains de productivité et les profits qui en découlent.

Quelque temps avant sa disparition, Xavier Beulin avait prétendu tirer la sonnette d'alarme sur les 20 000 exploitations agricoles menacées de faillite. Mais c'est l'action des siens, du côté des entreprises, de Sodial à Lactalis, en passant par les géants des engrais et des semences, qui, en les pressurant, mène ces dizaines de milliers de paysans à leur perte. Les gouvernements, de gauche comme de droite, ont toujours couvert cette action prédatrice.

Les exploitations agricoles ont connu une concentration continue, qui en a transformé une partie en entreprises capitalistes. Les agriculteurs les plus petits, les dizaines de milliers qui n'arrivent qu'à survivre ou qui n'y arrivent même plus, n'ont rien à attendre de ceux qui se disent leurs représentants et qui sont leurs fossoyeurs ou, au mieux, les alliés de ceux-ci. Seule une société débarrassée du capitalisme et de la course au profit pourra garantir à chacun de vivre décemment de son travail, à la ville comme à la campagne.

P. S.



Manifestation d'agriculteurs FNSEA à Paris.

Fil rouge

De père en fille, du côté des tortionnaires

Sitôt l'affaire Théo connue, Marine Le Pen a pris le parti des policiers cogneurs. Elle en a même rajouté en demandant que les manifestations de protestation soient interdites.

C'est plus qu'un réflexe pavlovien. C'est un appel à ceux qui pensent que les policiers ont raison de matraquer les jeunes, particulièrement ceux des cités et ceux qui sont arabes ou noirs. Marine Le Pen s'appuie sur cette clientèle réactionnaire et la renforce par

son approbation publique.

La fille est peut-être brouillée avec le père. Mais elle est bien l'héritière du tortionnaire de la bataille d'Alger, et elle tient à ce que cela se sache.

Trump s'emmêle les crayons

Dans un discours pour justifier le refus d'accueillir des étrangers, Trump a cité l'exemple de la Suède, pays ayant une politique d'accueil des migrants et victime, selon lui, d'un attentat terroriste la veille.

En fait, il ne s'était

strictement rien passé en Suède, au point que certains se sont demandé ce que Trump avait fumé. Il semble qu'il ait confondu avec un attentat dans la ville de Sehwan, au Pakistan.

Trumpraconten'importe quoi, mais au fond est-il si différent des autres présidents ? En 2003, George Bush et le général Colin Powell avaient inventé les armes de destruction massive qui auraient été entre les mains de Saddam Hussein, et ainsi justifié la guerre en Irak avec ses conséquences catastrophiques.

Avec Trump, s'il décide une guerre au Pakistan, c'est Stockholm qu'il faudra évacuer.

Vous avez dit justice de classe ?

Pendant le mouvement contre la loi travail, Pierre Gattaz, le dirigeant du Medef, avait dénoncé « le chantage, les violences, l'intimidation, la terreur » des syndicalistes de la CGT, accusés de se comporter comme des voyous et des terroristes.

Il avait été poursuivi en diffamation par la CGT.

Le procureur de la République avait estimé qu'« assimiler des syndicalistes à des voyous et des terroristes n'est pas digne et n'a pas sa place dans le débat social ». Mais, au bout du compte, le tribunal de Bobigny a jugé que les propos du patron du Medef n'étaient « pas suffisamment précis pour constituer une diffamation ». Et Gattaz a été relaxé.

En revanche, des centaines de militants ou de participants du mouvement contre la loi travail sont toujours poursuivis et, pour eux, la relaxe se fait attendre.



Nathalie Arthaud, candidate communiste

Échos de campagne

Presque à chaque endroit où Nathalie Arthaud tient un meeting, il y a une entreprise qui ferme ou annonce des suppressions d'emplois. Et il ne s'agit pas de petites entreprises au bord de la faillite, mais de grands groupes qui annoncent au même moment des bénéfices insolents.

À Amiens, jeudi 16 février, Nathalie a rappelé toutes les fermetures d'usines qui ont marqué la région et les mesures qui seraient nécessaires face à cela : « Il y a eu Continental, Goodyear, Bigard et maintenant c'est le tour de Whirlpool. Il n'y a pas d'autre façon d'empêcher ces fermetures qu'en les interdisant. Dans cette période de crise, alors que tout le monde convient que le chômage est le fléau numéro un, il faut interdire les licenciements et les suppressions d'emplois sous peine de réquisition ! »

« Toutes ces multinationales sont riches. Whirlpool a réalisé 800 millions de dollars de bénéfices l'année dernière. On ne peut les faire reculer qu'avec des mesures

contraignantes. Il ne faut pas laisser le droit à cette classe capitaliste de ravager des régions entières. »

Le lendemain, Nathalie a tenu un meeting à Clermont-Ferrand, le fief de Michelin. Malgré un chiffre d'affaires en légère baisse, son

bénéfice net est de 1,7 milliard d'euros, en hausse de plus de 43 %, et les actionnaires du roi du pneu sont choyés. Pour la deuxième année consécutive le dividende versé augmente de 14 %. Mais il est aussi question dans cette région de la fermeture de la dernière usine de tabac de l'ex-Seita. « Impérial Tobacco veut fermer l'usine Seita de Riom, après avoir fermé celles de Morlaix, Dijon, Lille, Metz, Strasbourg et Carquefou. Et

pourquoi cette multinationale veut-elle se débarrasser de cette usine ? Pour assurer une hausse de 10 % des dividendes », a-t-elle dénoncé.

À l'occasion d'un débat, un jeune travailleur a posé plusieurs questions sur l'expropriation des grands groupes capitalistes qui licencient alors qu'ils font des profits. Qu'entendre par expropriation, comment y procéder, qui pourrait l'imposer ? Ce jeune ouvrier avait comme bien d'autres déjà

fait l'expérience de la justice et de la police à l'occasion d'un conflit social et pu tirer la conclusion qu'elles sont du côté patronal.

Comme l'a encore souligné Nathalie, l'appareil d'État sert fondamentalement les intérêts des capitalistes, et seule une mobilisation des travailleurs pourra aboutir à des mesures coercitives contre la bourgeoisie. Il faudra le répéter au cours de la campagne, et après.



Faire payer la finance !

La banque d'affaires Natixis vient d'être mise en examen pour son défaut de communication vis-à-vis de ses clients pendant la crise des subprimes en 2007.

Quand il s'agit de juger des jeunes de cités, la justice se montre bien plus rapide, sinon expéditive. Natixis ne sera pas jugée pour avoir spéculé à grande échelle, comme tous les autres établissements financiers, et contribué ainsi à conduire l'économie mondiale au bord du gouffre. Ces banques n'ont pas davantage été amenées à rendre des comptes sur les centaines de milliards que

les États leur ont versés pour les sauver de la faillite, milliards payés par les populations en impôts, taxes et services publics dégradés.

Il y a cinq ans, les chefs d'État n'avaient pas de mots trop durs à l'égard de l'irresponsabilité des financiers. Hollande avait même désigné la finance comme son ennemi. Mais aucun gouvernement n'a pris la moindre mesure pour contraindre ces banquiers à se montrer plus « responsables ».

Dans la campagne présidentielle actuelle, les principaux candidats font des discours sur l'économie, mais

aucun ne revient sur les raisons de la crise et du chômage, ni ne remet en cause la finance, son poids et son parasitisme. Au fait que l'État, les collectivités locales, les hôpitaux consacrent plus d'argent à rembourser des usuriers qu'à répondre aux besoins de la population, ils ne trouvent rien à redire !

Les soubresauts réguliers des Bourses confirment pourtant que les questions financières sont trop sérieuses pour être laissées entre les mains des banquiers. Les expropriés sera vraiment une mesure de salubrité publique.

Marc Rémy

Changer la Constitution ou le rapport de force ?

Mélenchon et Hamon proposent de changer la Constitution, pour une 6^e République. Une revendication qui n'entraînerait aucun changement et aucune amélioration pour les travailleurs.

Certes la Constitution actuelle, celle de la 5^e République, fait de la propriété privée un principe juridique « inviolable et sacré ». Comme toutes les Constitutions bourgeoises depuis 1789, sous le prétexte de garantir les propriétés de tous les citoyens, elle protège en

fait les fortunes, les industries, le grand commerce et les banques des capitalistes.

Seuls les articles de la Constitution intéressant directement les classes possédantes sont appliqués, mais jamais le droit au logement ou le droit au travail, pourtant inscrits dans les Constitutions depuis 1946.

La puissance de la bourgeoisie et sa domination sur la société ne dépendent pas d'une loi, quelle qu'elle soit. Elles sont le résultat d'un rapport de force. Le mur de l'argent n'est pas inscrit dans

la Constitution, et pourtant il s'impose à tous les gouvernements et ceux-ci refusent de s'opposer au pouvoir économique de la bourgeoisie.

Il faut enlever à la bourgeoisie le contrôle qu'elle exerce sur les grandes entreprises et qui est le fondement de sa puissance sociale, et aucun bricolage constitutionnel ne le fera. Pour imposer un tel changement, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes et leur capacité à s'organiser.

Arnaud Louvet

Combattre le poison nationaliste

Le Pen met en avant la « préférence nationale » pour l'emploi et le logement social. Elle résume cette politique par le slogan : « On est chez nous. »

Mais de qui parle-t-elle ? Des bourgeois de Neuilly ou des habitants des quartiers populaires ? De ceux qui vivent dans un château comme la famille Le Pen ou de ceux qui habitent dans des cités comme celle des 3 000 à Aulnay-sous-Bois ? C'est bien cette division entre riches et pauvres que Le Pen cherche à faire oublier.

Il n'y a rien de commun entre la famille Peugeot et les ouvriers qu'elle exploite dans ses usines automobiles, quelle que soit leur nationalité. Par contre, quelle que soit leur origine, les travailleurs

sont confrontés aux mêmes difficultés pour joindre les deux bouts, pour se nourrir et se loger, souvent dans les mêmes quartiers.

Avec sa démagogie nationaliste, Le Pen cherche à faire oublier qu'elle refuse de s'en prendre aux profits et à la fortune des Peugeot et de toutes les autres familles bourgeoises qui sont les seuls profiteurs.

Les travailleurs sont partout « chez eux » car, partout, ce sont eux qui sont indispensables au fonctionnement de la société. Les seuls ennemis des travailleurs sont les capitalistes qui les exploitent et profitent de leur travail. Et tous ceux qui cherchent à les diviser et à les dresser les uns contre les autres.

Nicolas Carl





Fermer les pompes à chômage

Alors que la campagne électorale bat son plein, les mal nommés plans de sauvegarde de l'emploi continuent. Après *La Voix du Nord*, Vivarte, Whirlpool à Amiens, de nouvelles protestations se font entendre, venant des travailleurs de

Geodis-Calberson au Mans, confrontés à 106 suppressions d'emplois, de ceux du site mosellan de la boulangerie industrielle Neuhauser, menacés de 259 licenciements.

Ces plans de licenciements sont loin d'être la

seule manière de supprimer des emplois. Leur nombre a même reculé de 12 % l'année dernière, tandis que le chômage et la précarité continuaient d'augmenter. Alors qu'il y a vingt ans une inscription au chômage sur cinq résultait d'un licenciement économique, la proportion est tombée à moins de un sur dix aujourd'hui. Les directions des entreprises « disposent de nombreux autres outils pour réduire les effectifs, des ruptures conventionnelles individuelles au fil de l'eau

aux plus importants plans de départs volontaires », écrit le quotidien *Les Échos*, qui ajoute : « Ce sont aujourd'hui pour l'essentiel les inscriptions pour fin de CDD ou de mission d'intérim qui alimentent le chômage. »

Raison de plus de profiter de la campagne électorale pour populariser la nécessité d'une interdiction générale des suppressions d'emplois, quelle que soit la façon dont s'y prennent ceux qui détiennent le pouvoir économique.

Jean Sanday

Les profits explosent : augmentez les salaires !

La moitié des entreprises du CAC 40 viennent de dévoiler leurs bilans financiers pour l'année 2016, et cela représente déjà 56 milliards d'euros, soit plus que l'ensemble des profits de toutes les entreprises du CAC 40 en 2015 (54 milliards) !

Quel que soit le secteur, c'est le gros lot. Le groupe pharmaceutique Sanofi annonce 4,7 milliards (+ 10 %), le constructeur automobile Renault 3,5 milliards (+19 %), le groupe spécialisé dans le luxe LVMH 3,9 milliards (+11 %) et bien sûr les banques ne sont pas en reste,

avec par exemple la BNP-Paribas et ses 7,7 milliards (+15 %). Même les trusts dont le chiffre d'affaires a baissé ont vu leurs profits exploser, comme par exemple Danone (+49 %), Vinci (+22 %) ou bien Michelin (+43 %).

Il ne s'agit là que d'une partie des profits réalisés par la classe capitaliste. Il y a donc de l'argent pour augmenter les salaires. À condition de faire passer les besoins des travailleurs avant les dividendes des actionnaires ! Et cela, il faudra bien l'imposer.

A. L.



Dans les médias

- **Europe 1.** *Ça pique mais c'est bon.* Vendredi 3 mars, 12h - 12h30
- **Public Sénat/Sud radio.** *Invitée de la matinale.* Lundi 6 mars, 8 heures
- **France 2.** *On n'est pas couché.* Samedi 11 mars, deuxième partie de soirée

Attention : les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté.

Une réponse au PDG d'Air France

PDG du groupe Air France-KLM, Jean-Marc Janailac a adressé aux candidats à l'élection présidentielle ce qu'il appelle ses propositions « afin de garantir la pérennité du groupe Air France-KLM » et de lui « assurer une croissance rentable et durable ».

Cela lui a valu une réponse de la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, dont voici des extraits :

« Surtout s'agissant d'entreprises comme Air France-KLM, la croissance rentable que vous réclamez se fait toujours au détriment des salariés. Votre croissance est celle des profits des actionnaires d'Air France, des revenus des membres de sa direction, tandis que cette même direction ne cesse de réduire les effectifs, de geler les salaires, d'intensifier la charge de travail (...).

Face à cela, j'ai apporté mon soutien et celui de Lutte ouvrière aux milliers de salariés d'Air France qui, en octobre 2015, ont refusé de se laisser priver de leur gagne-pain. (...)

Aujourd'hui, je me tiens au côté des mécaniciens, PNC,

pilotes, agents d'escala... qui refusent que votre croissance durable et rentable se fasse sur leur dos. (...)

Vous quémandez l'aide financière de l'État. C'est scandaleux. Le patronat se gave de subventions que lui accordent les gouvernements. Cela ne sert pas à créer des emplois, mais à gonfler les profits. (...)

(Si votre entreprise) a besoin d'argent, prenez-le là où il y en a : dans la poche des actionnaires, sur les salaires mirobolants des membres de la direction. Et, s'il le faut, que les banques, ADP, les constructeurs... mettent la main à la poche, eux qui font des milliards de profits grâce au travail des salariés du transport aérien, qu'ils soient d'Air France ou d'autres entreprises !

C'est de ces travailleurs que je suis solidaire, comme je le suis des millions de salariés (...) qui, n'ayant aucune responsabilité dans la façon dont vous et vos pareils gérez votre propre système, ont raison de refuser d'en faire les frais.»

Réunions publiques

Orléans

- **Mercredi 1^{er} mars**
- à 20h30
- Centre de Conférences
- 9, place du 6-juin-1944

Le Mans

- **Judi 2 mars**
- à 20 heures
- Salle Henri Barbin
- Boulevard
- Jean-Jacques-Rousseau

Rouen

- **Vendredi 3 mars**
- à 19 heures
- La Halle aux Toiles
- Place de la Basse-Vieille-Tour

Nancy

- **Samedi 4 mars**
- à 16 heures
- Centre Prouvé
- Place de la République

Beauvais

- **Dimanche 5 mars**
- à 12 heures
- Espace Argentine
- 15, rue du Morvan

Grenoble

- **Mercredi 8 mars**
- à 19 heures
- Alpexpo
- Avenue d'Innsbruck

Limoges

- **Vendredi 10 mars**
- Salle du Mast-Jambost
- ZUP de l'Aurence

Meeting Paris

Dimanche 26 mars

- à 15 heures
- **Dock Pullman**
- Avenue des Magasins-Général
- **Saint-Denis - Aubervilliers**
- Métro : Front-Populaire (ligne 12)

23 février (8 mars) 1917 : le début de la révolution russe

Le 23 février 1917 (8 mars selon le calendrier occidental), commençait à Petrograd, la capitale de la Russie tsariste, aujourd'hui Saint-Pétersbourg, la révolution qui allait ébranler le monde pour des décennies. Alors que les dirigeants des puissances européennes obligeaient leurs peuples à s'entre-tuer depuis trois ans dans les tranchées de la guerre mondiale, la classe ouvrière de Petrograd, après cinq jours de grèves et de combats de rue, fit tomber le tsar Nicolas II et son régime installé depuis des siècles.

«Le 23 février, c'était la Journée internationale des femmes, écrit Trotsky dans l'Histoire de la révolution russe. On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette Journée des femmes pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa de grève ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le comité de Vyborg, déconseillait la grève.»

Un mouvement parti des ouvrières du textile

Mais, le 23 février, «les ouvrières des usines textiles quittèrent le travail dans plusieurs fabriques et envoyèrent des déléguées aux métallos pour leur demander de soutenir la grève. C'est à contrecœur (...) que les bolcheviks marchèrent, suivis par les ouvriers mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Mais, du moment qu'il s'agissait d'une grève de masse, il fallait engager tout le monde à descendre dans la rue et prendre la tête du mouvement.»

Il y eut ce jour-là 90 000 grévistes, des manifestations, des meetings dans les quartiers ouvriers. «Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale [le conseil municipal] pour réclamer du pain. Autant demander du lait à un bouc.» écrit Trotsky.

Le lendemain, «les travailleurs se présentent dès le matin dans leurs usines et, au lieu de se mettre au travail, ouvrent des meetings, après quoi ils se dirigent vers le centre de la ville. De nouveaux quartiers, de nouveaux groupes de la population sont entraînés dans le mouvement. (...)

Le mot d'ordre «Du pain» est écarté ou couvert par d'autres formules : «À bas l'autocratie!» et «À bas la guerre!» Au mécontentement des ouvriers contre la guerre et ses privations, s'ajoutait leur aspiration à se débarrasser du régime tsariste haï.

«Le 25, la grève prit une nouvelle ampleur. D'après les données officielles, elle englobait 240 000 ouvriers. Des éléments arriérés s'engagent à la suite de l'avant-garde, un bon nombre de petites entreprises arrêtent le travail, les tramways ne marchent plus, les maisons de commerce restent fermées. (...) On essaie d'organiser des meetings à ciel ouvert, il se produit des conflits avec la police.» (...)

«La police montée ouvre la fusillade. Un orateur tombe blessé. Des coups de feu partent de la foule : un commissaire de police est tué, un maître de police blessé ainsi que plusieurs de ses agents. On lance sur les gendarmes des bouteilles, des pétards, des grenades. La guerre a donné de bonnes leçons dans cet art.» (...)

«Durant toute cette journée, les foules populaires ne firent que circuler de quartier en quartier, violemment pourchassées par la police, contenues et refoulées par la cavalerie et par certains détachements d'infanterie. (...) La foule témoignait à la police une haine féroce. (...) Toute différente fut la prise de contact des ouvriers avec les soldats. Autour des casernes, auprès des sentinelles, des patrouilles et des cordons de barrage, des travailleurs et des travailleuses s'assemblaient, échangeant des paroles amicales avec la troupe. C'était une nouvelle étape due à la croissance de la grève et à la confrontation des ouvriers avec l'armée.»

Les soldats basculent du côté des insurgés

La guerre avait changé l'état d'esprit des soldats.



Le 23 février les femmes de Petrograd déclenchent la révolution.

Sous l'uniforme, les paysans côtoyaient les ouvriers. Ils s'étaient politisés et partageaient le même rejet de la guerre et la même haine des officiers. Même des troupes spécialisées dans la répression, comme les Cosaques, «en avaient assez et voulaient rentrer dans leurs foyers», écrit Trotsky.

Un peu partout dans la ville, les contacts entre ouvriers et soldats se multiplient. «Ainsi, dans les rues, sur les places, devant les ponts, aux portes des casernes, se déroula une lutte incessante, tantôt dramatique, tantôt imperceptible, mais toujours acharnée, pour la conquête du soldat. (...) Dans ces rencontres les travailleuses jouent un rôle important. Plus hardiment que les hommes, elles s'avancent vers les rangs de la troupe, s'agrippent aux fusils, supplient et commandent presque : «Enlevez vos baïonnettes, joignez-vous à nous!» Les soldats s'émeuvent, se sentent tout penauds, s'entre-regardent avec anxiété, hésitent encore ; l'un d'eux, enfin, se décide avant les autres et les baïonnettes se relèvent, (...) la révolution fait un pas de plus.»

Trotsky raconte encore comment l'ouvrier bolchevik Kaïourov s'adressa aux Cosaques : «Frères Cosaques, venez au secours des ouvriers dans leur lutte pour de pacifiques revendications!

Vous voyez comment nous traitent, nous, ouvriers affamés, ces pharaons [la police montée]. Aidez-nous! (...) Les Cosaques échangèrent entre eux des coups d'œil singuliers, dit encore Kaïourov, et nous n'avions pas eu le temps de nous éloigner qu'ils se jetaient en plein dans la mêlée. Quelques minutes plus tard, devant le perron de la gare, la foule portait en triomphe un Cosaque qui venait de sabrer un commissaire de police.»

La chute du régime

Le matin du 27, «les ouvriers affluent vers les usines et, dans leurs assemblées générales, décident de continuer la lutte. (...) Continuer la lutte signifie, ce jour-là, faire appel à l'insurrection armée.» En réalité, écrit Trotsky, «leur tâche, pour les neuf dixièmes, était déjà accomplie. La poussée révolutionnaire des ouvriers du côté des casernes coïncida avec le mouvement révolutionnaire des soldats». Les uns après les autres, les régiments de la garnison de Petrograd basculent du côté de la révolution, chaque régiment mutiné cherchant à en convaincre d'autres pour s'assurer qu'aucun retour en arrière ne sera possible.

«Dans la journée du 27, la foule délivra, sans coup férir, les détenus politiques de nombreux lieux de détention de la capitale.» Le 27 au soir, la capitale était

sous le contrôle des insurgés. Avec quelques jours de décalage, Moscou puis les villes de province tombèrent et le tsar abdiqua.

Qui a le pouvoir ?

«L'insurrection avait vaincu. Mais à qui transmit-elle le pouvoir arraché à la monarchie?», se demande Trotsky.

Dès que la chute du tsar parut inévitable, quelques députés de la Douma (l'Assemblée nationale concédée par le tsar en 1905) se précipitèrent pour former un gouvernement provisoire. Mais le vrai pouvoir était ailleurs. Dès le soir du 27, à l'initiative des dirigeants des partis socialistes et de syndicalistes, se tenait la première réunion du Soviet [le Conseil en russe] de députés ouvriers et soldats regroupant 250 délégués venus des usines ou des régiments insurgés.

«L'expérience des soviets de 1905 s'était gravée pour toujours dans la conscience ouvrière. À chaque montée du mouvement, même au cours de la guerre, l'idée de constituer des soviets renaissait presque automatiquement, écrit Trotsky. À dater du moment où il s'est constitué, le Soviet, par le truchement de son comité exécutif, commence à agir en tant que pouvoir gouvernemental. (...) Pour enlever aux fonctionnaires de l'ancien régime la faculté de disposer des ressources financières, le Soviet décide d'occuper immédiatement la Banque d'Empire, la Trésorerie, la Monnaie (...). Les tâches et les fonctions du Soviet s'accroissent constamment sous la pression des masses. (...) Les ouvriers, les soldats et bientôt les paysans ne s'adresseront plus désormais qu'au Soviet, qui devient, à leurs yeux, le point de concentration de tous les espoirs et de tous les pouvoirs, l'incarnation même de la révolution.»

En ces journées de février, la détermination de la classe ouvrière avait abattu le tsar. Mais ce n'était encore que la première étape de la révolution russe.

La révolution russe de 1917 au fil des semaines

Dans les semaines qui viennent, Lutte ouvrière continuera de publier des articles sur les événements qui ébranlèrent la Russie et le monde il y a cent ans, en s'appuyant largement sur des témoignages et des écrits des révolutionnaires de l'époque.

Espagne : après le congrès de Podemos

Dimanche 11 février, s'est tenu en Espagne le congrès de Podemos, que la presse définit comme le parti de la gauche radicale et dont le leader le plus connu est Pablo Iglesias.

Invités à voter sur Internet, près de 155 000 militants et sympathisants se sont exprimés à l'occasion de ce congrès, marqué par de virulentes tensions entre Pablo Iglesias et un autre dirigeant, Iñigo Errejón, qui reproche depuis plusieurs mois à Pablo Iglesias une intransigence excessive vis-à-vis

du Parti socialiste, le PSOE, ainsi que son autoritarisme au sein du parti. Mais c'est une très large majorité qui s'est portée sur les orientations de Pablo Iglesias et l'a reconduit dans son rôle dirigeant.

Suite à ce congrès, Podemos devrait continuer à chercher une voie s'opposant à la politique du

gouvernement de droite conduit par Rajoy, sans conclure de pacte avec le Parti socialiste. Iglesias et l'équipe dirigeante cherchent plutôt des alliés en se tournant vers des organisations syndicales radicales et des forces issues du Parti communiste, ou liées aux mouvements autonomistes et indépendantistes. À noter qu'après avoir longtemps refusé qu'au sein de Podemos le courant Anticapitalista (un parti lié de longue date à la LCR puis au NPA en

France) existe avec son indépendance, la direction nationale de Podemos a consenti à lui entrebâiller la porte en lui attribuant deux sièges.

Comment se concrétiseront les décisions de Podemos? Pablo Iglesias, qui l'a largement emporté, a dit mettre en avant la priorité des mobilisations. Mais les objectifs de telles luttes n'ont pas été précisés. Aujourd'hui, il apparaît clairement qu'en Espagne le chômage frappe de plus en plus fort. La précarité y est

catastrophique. Les prix augmentent. Il devient par exemple impossible pour des familles de payer l'électricité, qui a augmenté de 20 %.

Ce sont tous ces problèmes qui devraient être posés, tout comme celui des objectifs pour les luttes sociales et politiques à venir et du rôle de la classe ouvrière dans ces combats. Mais tout cela n'a pas eu sa place dans un congrès dont l'enjeu principal était une lutte d'appareil.

Henriette Mauthey

160 000 manifestants à Barcelone pour l'accueil des migrants



accueillis, pendant que des milliers de clandestins vivent dans le dénuement. Parallèlement, depuis 2016, ce sont plus de 5 300 clandestins qui ont péri au large des côtes méditerranéennes de l'Espagne.

L'ampleur de la manifestation est à mettre au compte de l'activité et du dévouement des associations de solidarité, qui rencontrent un appui populaire et en ont aussi trouvé un, au fil des mois, auprès de diverses autorités. Parmi les présents figuraient Ada Colau, la maire de Barcelone, liée à la coalition constituée autour de Podemos. Il y avait aussi diverses personnalités.

Le succès spectaculaire de cette manifestation a été ressenti comme un encouragement par ceux que révolte le sort fait aux migrants et qui ne veulent plus laisser faire.

H.M.

« Notre maison, votre maison », c'est ce que criaient les quelque 160 000 personnes qui ont défilé samedi 18 février à Barcelone, pour protester contre le nombre insuffisant de réfugiés accueillis en Catalogne ainsi que dans les autres régions d'Espagne.

« Les excuses, cela suffit, accueillons-les maintenant », « Nous voulons les accueillir », scandaient les manifestants, dénonçant le refus des autorités espagnoles de tenir les engagements pris vis-à-vis de l'Union européenne. Au lieu des 17 000 prévus, 700 immigrés seraient

Fusions-acquisitions : la valse des milliards

Dans le monde entier, les mégafusions continuent entre les principaux groupes capitalistes. Après Bayer-Monsanto, pour 59 milliards de dollars, c'est Kraft Heinz qui cherche à acheter Unilever pour 143 milliards ! Derrière la fusion de ces deux multinationales de l'agroalimentaire, il y a deux milliardaires : Warren Buffet et Jorge Paulo Lemann. À travers le fonds 3G Capital, ils ont d'abord mis la main sur Heinz, pour 28 milliards de dollars, et ont ensuite

rentabilisé leur investissement en licenciant 7 000 salariés. Ils se sont ensuite offert Kraft Foods, obtenant un groupe de 110 milliards de capitalisation boursière, lequel annonce maintenant la fermeture de sept usines et la suppression de 5 000 emplois.

Dans tous les secteurs, d'autres OPA sont en cours : dans l'aéronautique, Safran s'offre Zodiac pour 10 milliards ; dans l'optique, Essilor fusionne avec Luxottica créant un groupe pesant 45 milliards en Bourse, etc.

On estime à 3 700 milliards de dollars le total des sommes dépensées pour les opérations de fusion-acquisition dans le monde en 2016. Voilà comment les richesses produites par le travail de centaines de milliers de salariés sont englouties dans des opérations financières, dans un gigantesque Monopoly planétaire, supprimant au passage des dizaines de milliers d'emplois.

A.F.

Mines de talc : ils ont les mains blanches

« Le développement durable s'articule en trois volets chez Imerys : la protection de l'environnement ; la responsabilité sociale ; le bon gouvernement d'entreprise et l'éthique des affaires. »

Voilà ce qu'on peut lire sur la page Internet de cette entreprise minière française, au chiffre d'affaires de plus de 4 milliards. Une enquête récente a fait connaître la réalité au grand public.

Se servant d'un intermédiaire pakistanais, Imerys exploite depuis 2011 des mines de talc dans la province de Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan. Après le passage d'une partie des zones minières sous le contrôle des talibans ou de groupes armés se revendiquant de Daech, Imerys a continué de développer son

exploitation, rétribuant au passage les divers groupes islamistes, les autorités locales complètement corrompues et des responsables de l'armée pakistanaise, pour assurer la protection des camions après la frontière.

Le talc ainsi obtenu arrive ensuite à Karachi, au Pakistan, où il est stocké et trié à main nue par des travailleurs payés 4,5 euros par jour, pour des journées de travail de 10 à 12 heures. Il est vendu alors, en Europe ou aux États-Unis, à l'industrie automobile, pharmaceutique ou cosmétique.

En Afghanistan comme en Afrique, les groupes armés barbares font décidément bon ménage avec les honorables et éthiques sociétés capitalistes occidentales.

Antoine Ferrer

Ikea efface les femmes



Une page du catalogue Ikea "cashier".

Ikea a édité un catalogue en Israël, censé inciter le lecteur à « profiter du plaisir d'être ensemble en famille », mais sans femmes ni petites filles ! Toutes les photos montrent exclusivement des hommes et des petits garçons, dans un décor rempli de livres religieux et de vêtements masculins. Ikea s'est ainsi adapté à la vision intégriste de la communauté juive ultra-orthodoxe, qui représente 10 % de la population d'Israël.

Devant le tollé suscité en Israël et dans le reste

du monde - où Ikea compte 400 magasins dans près de cinquante pays -, la direction d'Ikea a finalement présenté ses excuses et s'est engagée à ne plus recommencer. Exactement comme en 2012, où le géant mondial du meuble avait déjà dû s'excuser auprès de sa clientèle suédoise... pour avoir effacé toutes les femmes de son catalogue publié en Arabie saoudite !

Pour les dirigeants d'Ikea, le profit vaut bien quelques concessions à la misogynie religieuse.

Julie Lemée

Metz-Luxembourg : la sécurité ferroviaire en question

Le 14 février, au Luxembourg, une collision entre deux trains a fait un mort, le conducteur du train de voyageurs luxembourgeois, et deux blessés, le conducteur du train de marchandises de la SNCF et une contrôleuse.

Tout de suite a été évoquée la responsabilité du conducteur de train de la CFL (Chemins de fer luxembourgeois) qui n'a pas respecté un signal d'arrêt. Mais pourquoi ne l'a-t-il pas respecté ? Pourquoi aucun signal d'arrêt ni aucune sécurité ne se sont déclenchés pour empêcher la collision mortelle ? Aucune réponse n'est apportée à ce jour, la boîte noire du train de marchandises n'ayant été retrouvée qu'une semaine après l'accident.

Si la SNCF et la CFL ont redémarré une circulation partielle des trains entre Thionville et le Luxembourg, mardi 21, seuls des conducteurs de la CFL les conduiront. Côté SNCF, CGT, CFDT et Sud s'opposent à ce redémarrage tant qu'aucune explication des causes du drame n'a été fournie.

Dans un communiqué, les syndicats dénoncent avoir « pris connaissance avec consternation de l'intention des entreprises CFL et SNCF de reprendre la circulation des trains entre Luxembourg et Thionville dès le mardi 21 février, sans même connaître les causes de l'accident ».

L'association des voyageurs du TER Metz-Luxembourg dénonce pour sa part le fait que « aussi bien CFL que SNCF n'ont que faire de leurs personnels et de leurs 10 000 clients qui empruntent quotidiennement la ligne Nancy-Luxembourg, et répondent uniquement à des impératifs commerciaux, au mépris de la sécurité des voyageurs ». 80 000 Lorrains se rendent tous les jours au Luxembourg pour leur travail et 10 000 salariés sont

abonnés entre Metz et le Grand-Duché.

Il y a dix ans déjà, le 11 octobre 2006, un accident avait eu lieu sur la même ligne, à Zoufftgen, à un kilomètre du lieu de ce nouvel accident. Il avait provoqué la mort de six personnes et en avait blessé seize autres. Là aussi, les syndicats de cheminots avaient protesté contre les risques calculés que les deux sociétés de chemins de fer faisaient prendre aux cheminots comme aux usagers. Ils avaient dénoncé la

saturation du réseau – cinq millions de passagers par an sur cette ligne – et les problèmes de sécurité que posent les frontières sur les lignes ferroviaires, avec des systèmes de sécurité différents et pas forcément compatibles.

Le système européen de contrôle des trains (ETCS), censé corriger la vitesse ou déclencher le freinage du train si besoin, devrait en principe harmoniser tous les systèmes de protection ferroviaire en Europe. Mais il n'est toujours pas

homologué en France.

Il y a dix ans, le tribunal avait condamné lourdement des lampistes. Ce nouvel accident, quasiment au même endroit, est la preuve que les vrais coupables sont toujours en liberté : les responsables des compagnies de chemin de fer et les États européens font tout pour interconnecter le marché des capitaux, mais ne sont guère pressés de faire ce qu'il faut pour connecter en sécurité les réseaux ferrés.

Etienne Hourdin



Orange : la direction condamnée

Orange, condamné une première fois en 2016, vient de l'être à nouveau en appel le 13 février, pour sa responsabilité dans l'accident mortel d'un ouvrier de l'entreprise.

Le 2 décembre 2011, Jean-Claude Lachaux, lors d'une intervention pour remplacer un câble, était tombé en voulant arrimer la plateforme échelle (PFE) au poteau de bois près de Peyrolles. L'échelle avait vrillé et l'ouvrier s'était écrasé au sol avec de terribles fractures. Moins d'un mois plus tard, il décédait à l'hôpital.

Un cadre d'Orange a osé dire qu'il ne s'expliquait pas pourquoi Jean-Claude Lachaux avait utilisé la PFE plutôt qu'une nacelle, et même pourquoi cette PFE aurait dévissé. Ce responsable a peut-être oublié que la nacelle commandée pour cette opération n'était jamais arrivée sur place.

Le représentant d'Orange aurait confié au journal *La Provence* que la société « ne reconnaît pas les fautes qui lui sont reprochées dans le cadre de cet accident ». Mieux, une des avocates de l'entreprise a

contesté toute responsabilité pénale d'Orange et toute dangerosité de la PFE.

L'inspection du travail avait, entre février 2009 et juillet 2010, adressé de multiples mises en garde à Orange sur l'utilisation de cette échelle PFE, à la suite de trois accidents avec ce matériel dangereux. Elle lui avait même adressé un PV d'infraction le 9 septembre 2013. Mais la direction d'Orange a persisté car, en utilisant cette échelle PFE à la place de la nacelle, elle faisait des économies.

Le tribunal a confirmé la condamnation d'Orange. En effet, condamnée une première fois pour cet accident mortel, sa direction a eu le culot de poursuivre en appel. Elle ose nier la réalité et manie le cynisme, alors qu'il s'agit de la vie d'un travailleur. Poussera-t-elle ce cynisme jusqu'à se pourvoir en cassation ?

Correspondant LO

Lycée Picasso - Perpignan : mobilisation pour des moyens

Le 20 février, jour de la rentrée, au lycée Picasso de Perpignan qui emploie 250 personnes, une assemblée s'est tenue dès 8 heures pour discuter des problèmes qui rendent la vie au lycée de plus en plus difficile.

Cette première réunion a rassemblé presque cent personnes, dont des employés de vie scolaire, des agents et des enseignants. Elle a été l'occasion pour tous d'exprimer un mécontentement généralisé face à une situation de travail et à des conditions d'étude qui se dégradent pour tous.

Le lycée Picasso est devenu une véritable usine à gaz de plus de 2 500 élèves, depuis la fusion imposée en 2012 entre le lycée général et le lycée professionnel, pour devenir le plus gros lycée du département. Le but de cette fusion était de raturer des moyens humains pour faire des économies.

Évidemment, ces économies ont été faites au détriment du personnel et

des élèves. Aujourd'hui, le constat est sans appel : pour travailler sereinement et accueillir correctement les élèves, il manque partout des postes, médecin scolaire, assistante sociale, infirmière d'internat, infirmière, conseiller principal d'éducation et surveillants. À cela s'ajoute l'arrivée de la formation pour adultes (Greta) dans des locaux déjà insuffisants, donc une charge de travail supplémentaire pour le personnel technique, et l'état d'urgence, qui astreint des surveillants à contrôler chaque entrée.

Dans la foulée de cette réunion, les participants ont décidé de ne pas reprendre les cours pour la journée. Ils ont exigé la

venue de la direction pour lui présenter la liste des revendications et des moyens qui manquent.

À l'assemblée générale de l'après-midi, chacun a pu apprécier que l'on avait dépassé la centaine de participants. La direction a dû prendre la véritable mesure du mécontentement et a rapidement pris rendez-vous à l'inspection académique pour demander les moyens réclamés.

Peu confiants dans les propos d'une direction qui attermoie depuis longtemps, nombre de présents ont décidé de s'inviter à cette réunion, pour montrer que des résultats sont attendus !

Rendez-vous a été donné la semaine suivante, même jour même heure, pour faire le bilan de la mobilisation et continuer la pression pour obtenir ce minimum vital.

Correspondant LO

PSA : milliards aujourd'hui, suppressions d'emplois demain

Deux milliards d'euros, c'est ce que PSA devrait mettre sur la table pour racheter Opel à General Motors. Il est également question du rachat de Vauxhall.

Depuis quatre ans, PSA a supprimé 20 000 emplois, fermé l'usine d'Aulnay-sous-Bois et augmenté la charge de travail et les cadences partout ailleurs dans ses usines. Les profits ont explosé : 1,2 milliard en 2015 et autant durant le premier semestre 2016. Les chiffres du deuxième semestre devraient être encore meilleurs.

En plus d'enrichir les actionnaires, à commencer par la famille Peugeot, l'argent des profits sert à racheter des concurrents pour grossir et peser plus dans la lutte mondiale

entre capitalistes de l'automobile. En avalant un concurrent, PSA espère augmenter les économies d'échelle, supprimer les « doublons » comme disent les patrons, c'est-à-dire des milliers d'emplois et donc accroître encore et toujours la productivité aux dépens des travailleurs.

La presse évoque déjà l'éventualité de la fermeture de l'usine Opel de Rüsselsheim en Allemagne ou d'une usine Vauxhall, celle de Luton ou celle d'Ellesmere Port en Angleterre.

Les énormes profits de PSA sont le produit de l'exploitation et des licenciements d'hier. Loin de créer des emplois, ils auront pour conséquences les licenciements de demain.

Antoine Ferrer



Région de Marseille : pollution en quantité industrielle

Une étude financée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) vient de montrer comment la santé des habitants de Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône, dans les Bouches du Rhône, est mise en danger.

Les affections respiratoires y sont nettement plus fréquentes qu'ailleurs : elles touchent près d'un adulte sur deux, et un enfant sur quatre. Les femmes habitant la zone ont trois fois plus de risques de développer un cancer que la moyenne nationale.

L'étude n'a pas pu démontrer un lien de cause à effet entre la pollution industrielle et la fréquence importante de certaines maladies. Mais ce lien est évidemment soupçonné dans cette zone industrielle, parmi les plus

grandes d'Europe. Raffineries, sidérurgie, navires et très nombreux camions s'y côtoient et leur odeur insistante flotte dans l'air. L'Anses parle « d'une pollution devenue ordinaire, de débordements industriels qui se cumulent à d'autres formes d'exposition locale à la pollution ».

Le maire de Fos-sur-Mer a déclaré avoir « demandé depuis dix ans à l'État, en vain, qu'il nous ouvre les fichiers de la Sécurité sociale pour voir s'il y a effectivement plus de maladies qu'ailleurs. Comme on n'a pas de réponse, il y a un doute qui s'insinue. On veut bien vivre de l'industrie, mais on ne veut pas en mourir ! »

Une chose est sûre, ce ne sont pas les industriels qui fourniront des réponses aux habitants inquiets.

Lucien Détroit

Michelin : les profits en hausse, mais pas les salaires !

La direction de Michelin vient d'annoncer les résultats du groupe pour l'année 2016. Jean-Dominique Senard, le président, peut se réjouir du résultat net : 43,3 % de hausse en un an ! Déjà, pour 2015, c'était paraît-il les meilleurs résultats de l'histoire du groupe. Eh bien, pour 2016, c'est encore meilleur.

Les actionnaires vont se partager 580 millions d'euros, soit un dividende par action en hausse de 14 % pour la deuxième année consécutive.

Comment le groupe

peut-il voir gonfler ses affaires à ce point ? Il fait du chantage à la fermeture usine par usine, ce qui lui permet d'aggraver la flexibilité et de dégrader les conditions de travail, avec des salaires insuffisants. Quant à faire face à la hausse des matières premières, il suffit à Michelin d'augmenter fortement le prix de ses pneus, comme en ce début d'année 2017.

La situation politique, en France ou aux États-Unis, cela n'inquiète pas Senard : il estime que l'alternance politique n'est pas un problème pour ses

affaires. Ceux qui ont un vrai problème, ce sont les ouvriers et les employés qui vont recevoir des miettes : 1 % à 3 % d'augmentation de salaire. Le salaire d'un ouvrier n'ayant que l'augmentation générale ne progressera que de 13 euros ou 14 euros par mois alors que le total des dividendes versés aux actionnaires représente 5 500 euros par salarié du groupe !

Voilà comment le leader mondial de la production des pneumatiques peut s'enrichir toujours plus.

Correspondant LO

Les politiciens en campagne et ceux qui décident vraiment

À l'occasion de l'annonce des résultats du groupe Michelin - 1,66 milliard d'euros de bénéfices en 2016 - son président s'est exprimé sur BFMTV et dans la presse régionale sur la situation politique en France et dans le monde.

On voit ainsi comment, derrière les candidats en campagne, ceux qui décident vraiment dans la société sont les capitalistes comme Michelin.

Les menaces protectionnistes de Trump ? « On en a vu d'autres ! Nous avons 15 usines et 18 000 salariés aux États-Unis, nous avons investi 3 milliards de

dollars depuis 2011, nous ne sommes pas menacés. » Senard remet à sa place les postures de Trump : « Laissons passer le temps des déclarations, le principe de réalité l'emportera. (...) Il est plus facile de parler des barrières douanières que de les mettre en place. »

Michelin n'envisage d'ailleurs pas une seconde de renoncer à construire une usine au Mexique : « Si on ne pouvait plus vendre ces pneus aux États-Unis, on les vendra au Mexique et en Amérique Latine ! » Mais s'il est prêt à s'adapter, il va d'abord peser sur la décision : « Cela ne nous empêche

pas de donner notre avis et d'influencer les décisions. »

Les conséquences du Brexit ? « La baisse de la livre sterling nous a amenés à réagir rapidement en augmentant nos prix. [Elle] a été un booster très favorable pour notre usine en Écosse. Je n'ai donc pas d'inquiétude particulière pour Michelin par rapport au Brexit », dit-il. En somme, protectionnisme ou pas, les profits seront là puisque ce sont les travailleurs qui en paieront les conséquences en tant que consommateurs.

Xavier Lachau

Continental : ce qu'un salarié rapporte au patron

Le groupe Continental a annoncé fièrement avoir produit 150 millions de pneus en 2016. Cela donne aux salariés de l'usine de Sarreguemines une idée de ce que leur travail, leur exploitation, a rapporté à leur employeur.

En effet l'usine a produit un peu plus de 7 % de la production totale de pneumatiques. Les profits de la branche pneumatique sont de l'ordre de 2,7 milliards d'euros (les deux tiers des profits totaux du groupe). Rapportés aux 7 % de la production venant de Sarreguemines, ils représentent 184 millions d'euros, soit 115 000 euros par an rapportés par chacun des 1 600 salariés de l'usine. C'est dire que, même si les salariés

obligeaient leurs patrons à doubler leurs salaires, il leur resterait de confortables profits en poche.

Mais qu'on se rassure, chez Continental comme dans tous les grands groupes capitalistes, cela

n'empêche pas les patrons et leurs représentants de mener la guerre à leurs salariés pour baisser les salaires et aggraver leurs conditions de vie et de travail. Mais au moins on sait que ce sont des menteurs qui se lamentent

les poches pleines, et que cela ne durera pas toujours.

P.S.



Air France : après le référendum chez les pilotes

« Approuvez-vous l'externalisation d'une partie de l'activité et de la flotte long-courrier et moyen-courrier d'Air France dans une nouvelle structure ? » À cette question, relative à la création d'une compagnie low-cost et posée par référendum aux pilotes d'Air France, les deux principaux syndicats de pilotes avaient préconisé de répondre non, tant la ficelle était grosse.

Habités à négocier sur une base corporatiste avec la direction, ces syndicats ne sont pas allés jusqu'à mener campagne contre ce projet, dont ils laissaient pourtant entendre qu'il n'y avait rien de bon à attendre. Le résultat est que les pilotes, sans doute avec l'illusion qu'ils avaient peu à perdre, voire des avantages à glaner, ont répondu oui à 58 % des votants.

Depuis des années, la direction d'Air France ne cesse de courir après des économies sur le dos du personnel. Et, pour éviter de prendre tout le monde de front, elle s'emploie à diviser pour régner.

Ainsi, récemment, elle a voulu externaliser une de ses activités les plus rentables : la Maintenance industrielle des avions. Mais, devant le rejet massif et la mobilisation des mécanos, elle a dû remballer son projet.

Elle a aussi placé les navigants techniques (les pilotes) et commerciaux (les PNC : hôtesses et stewards)

dans sa ligne de mire, avec son projet Boost de compagnie low-cost. Personne ne peut avoir de doute sur ce qu'elle cherche par là.

Quand Air France a lancé sa première compagnie à coûts réduits, Transavia, qui opère sur le moyen-courrier européen, elle a recruté du personnel à des conditions de salaire et de travail bien inférieures à ce qui existe pour de mêmes emplois à Air France.

Maintenant, avec Boost, la direction générale d'Air France veut obtenir « des coûts d'exploitation inférieurs de 20 % », et vise « 35 millions d'euros d'économies sur les coûts des pilotes, dont 15 millions dans le cadre de la nouvelle compagnie ».

Devant le refus prévisible des pilotes, la direction a semblé céder sur tel ou tel point. Elle a laissé entendre que personne ne serait forcé d'aller dans la nouvelle compagnie, que les salaires y resteraient les mêmes, mais que les perspectives de carrière y seraient meilleures : quatre ans au lieu de huit



avant de pouvoir passer de copilote à commandant de bord, etc. Et, pour caresser les syndicats corporatistes dans le sens du poil, elle a fait valoir qu'on consultait les pilotes, mais pas les PNC, alors que les salaires des PNC de la nouvelle compagnie low-cost seraient inférieurs de 40 % à ceux d'Air France!

La direction a donc obtenu un oui à son référendum. Du moins, chez une petite majorité de pilotes et sans qu'il s'agisse d'un blanc-seing. Quand Air France va préciser ses mesures, pour les pilotes de la low-cost comme pour ceux qui resteront sous statut Air France, il faudra qu'ils payent les 35 millions d'économies

qu'elle attend.

Même saucissonnées et assaisonnées à la sauce pipeau, les mesures que la direction mijote sont toutes dirigées contre l'ensemble du personnel. S'ils décidaient de s'y opposer, les pilotes devraient le faire avec tous les autres salariés du groupe.

Correspondant LO

La Poste – Rennes : un projet qui ne passe pas

Mercredi 15 février, à 22 h 30, les machines de tri de la plateforme du courrier Rennes-Armorique se sont arrêtées d'un coup. Le silence s'est imposé et la grande majorité de la première équipe de nuit a rejoint la deuxième à son embauche, pour une action commune.

Cela faisait plusieurs jours qu'un projet de la direction concernant les pauses et l'organisation des positions de travail faisait discuter les postiers. La veille, les patrons de la PIC (plateforme industrielle

courrier) avaient commencé à les réunir à tour de rôle pour leur faire remplir un questionnaire.

Au vu des questions posées, beaucoup ont très vite compris l'objectif de la direction : pouvoir moduler les horaires de pause et obtenir plus de polyvalence sur les positions de travail. Cela ne passe pas, d'autant que les trois quarts des départs à la retraite ou mutations n'ont pas été remplacés depuis plus d'un an. Comme l'ont dit les postiers ce soir-là au chef de production de nuit :

« Vous voudriez qu'il n'y ait plus du tout de temps mort, que toutes les machines tournent en permanence, y compris durant les pauses, vous trouvez que l'on n'en fait pas assez déjà comme ça ? »

Une pétition intersyndicale signée par la grande majorité a donc été remise à ce chef. Mais, avant de reprendre le travail, beaucoup se sont promis de remettre ça au cas où l'avertissement adressé à la direction n'aurait pas suffi.

Correspondant LO

Neuhauser – Moselle : mobilisation contre les licenciements

Les travailleurs de la boulangerie industrielle de Folschviller étaient en grève, vendredi 17 février, mobilisés contre les 384 suppressions d'emplois annoncées sur l'ensemble du groupe Neuhauser.

Après avoir mis à l'arrêt complet une partie du site, la grève a permis à une bonne cinquantaine de travailleurs de se retrouver pour faire signer aux automobilistes une pétition disant : « On a un patron, la famille Soufflet, qui a une fortune personnelle estimée à 600 millions d'euros, ce qui est énorme. Il a largement les moyens de maintenir nos emplois. Il ne devrait y avoir aucune suppression de poste. » L'accueil a été très favorable et a permis aux grévistes de recueillir rapidement près de 1 500 signatures.

La mobilisation continuait mercredi 22 février, avec un nouvel appel à la

grève et une marche dans Folschviller. Celle-ci est frappée de plein fouet par le plan de la direction, puisqu'il entraîne 259 suppressions d'emplois dans cette petite ville, sur les 660 des sites du groupe. Les commerçants sont appelés à fermer leur commerce et l'ensemble de la population à manifester en soutien aux grévistes, avec l'idée que les licenciements auront des conséquences bien au-delà des emplois supprimés.

Les fortunes accumulées par les familles Soufflet et Neuhauser – 600 millions et 200 millions pour ce qu'on en sait – devraient servir à maintenir tous les emplois. Si les fortunes de ces patrons millionnaires étaient écornées, ils ne le sentiraient même pas, au contraire des travailleurs qui n'ont que leur salaire pour vivre. Non aux licenciements!

Correspondant LO

Carrefour Alma – Rennes : une grève réussie

Vendredi 17 février, les employés de l'hypermarché Carrefour Alma de Rennes se sont mis en grève à l'appel des syndicats CGT et FO du magasin.

Les travailleurs voulaient protester contre la très faible augmentation des salaires prévue et dénoncer les conditions de travail qui se dégradent fortement depuis des années.

En effet la direction du groupe ne propose qu'une augmentation de 0,5 %, soit 6 euros pour un salaire de 1 200 euros net : une goutte d'eau face aux dépenses du quotidien ! Quant aux

effectifs du magasin, les départs à la retraite et les démissions ne sont plus systématiquement remplacés, ou seulement par des contrats à temps partiel ou en intérim. Les arrêts de travail se multiplient du fait de la fatigue accumulée pour pallier le manque de bras.

Face à cette situation, les travailleurs du magasin ont voulu montrer leur colère. À partir de 7 heures du matin, ils se sont rassemblés à une cinquantaine devant la surface de vente. Une assemblée générale a eu lieu, où chacun a pu

exprimer son mécontentement et mettre en avant les revendications jugées nécessaires : des embauches pour faire face à la charge de travail et un salaire décent.

Les grévistes étaient conscients qu'il faudra sûrement remettre ça pour que la direction revoie sa copie. Toutefois, encouragés par le recul de Carrefour sur son projet de travail du dimanche, suite à une mobilisation le mois dernier, ils savent que c'est possible, ensemble, de la faire céder.

Correspondant LO

Seita Imperial Tobacco – Riom : non à la fermeture !

Jeudi 16 février, à l'appel des représentants syndicaux et du comité de soutien, 900 personnes ont manifesté contre la fermeture annoncée fin novembre de l'usine de fabrication de cigarettes appartenant au groupe richissime Impérial Tobacco.

Le défilé dans les rues de Riom, ville de 15 000 habitants située à 15 km de Clermont-Ferrand, a été relayé par la presse locale. Derrière les 239 salariés de l'usine manifestaient également les retraités et les familles, mais aussi les représentants syndicaux d'autres usines ou de l'hôpital. D'ailleurs, à la Société des eaux de Volvic et aux laboratoires pharmaceutiques MSD Chibret, les travailleurs s'attendent eux aussi à des annonces de licenciements.

Des producteurs de tabac et des buralistes étaient

présents. La fermeture de cette usine va entraîner pour les producteurs une perte nette : 50 % de leur production était achetée par la Seita. Pour les buralistes qui venaient directement se servir dans l'usine, cela nécessitera des frais de transport et de stockage qui les inquiètent. Des commerçants avaient fermé leur boutique et manifestaient leur soutien en arborant des affichettes : « *Fermer une usine nuit gravement à la santé des salariés et de leur territoire.* » De plus, chacun est conscient que cela touchera également

les intérimaires et les sous-traitants qui travaillaient dans l'usine.

Cette annonce de fermeture choque, parce que cette multinationale a déclaré 2,3 milliards d'euros de bénéfices en 2015 et, en 2016, la directrice générale d'Impérial Tobacco a annoncé une augmentation des dividendes de 10 % pour la huitième année consécutive.

L'usine de Morlaix a fermé en 2001, Dijon en 2004, Lille en 2005, Metz en 2010, Strasbourg en 2011 et Carquefou (Nantes) en 2014, où 327 personnes étaient touchées. À Riom, un tiers des salariés a déjà vécu au moins une fermeture, certains ont vécu celles de Lille puis de Nantes. Les derniers arrivés de Nantes sont là depuis moins d'un an, parmi lesquels certains couples dont les



deux membres travaillent à l'usine. « *On est des migrants* », disent certains.

Officiellement, le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) commence le 7 mars. Les salariés comptent se faire entendre. Ils sont allés à Lyon rencontrer les élus du conseil régional et ils organisent des distributions de tracts et des manifestations. Ils dénoncent l'argent qui a été perçu par cette entreprise au titre du CICE et aussi ce que les dirigeants doivent à l'État pour avoir détourné des impôts et des taxes par l'intermédiaire de leur filiale de distribution de

cigarettes : pas moins de 350 millions d'euros.

Les salariés discutent du plan d'action à mettre en œuvre maintenant. Que la fermeture de l'usine découle d'une baisse de la consommation de tabac, certainement salutaire, ou d'une réorganisation de la production, il n'y a aucune raison pour que les travailleurs en fassent les frais. Ils ont besoin d'un emploi, d'un salaire, et personne ne doit rester sur le carreau, en tout cas. Ils ont pu mesurer avec cette manifestation combien la population les soutient.

Correspondant LO

Abattoirs : l'inhumanité est celle des patrons

L'émission télévisée Envoyé spécial du 16 février et son reportage sur les abattoirs dénoncés par l'association végane L214 montrait qu'il n'y a pas que les animaux qui sont maltraités, mais aussi les êtres humains. Payés 1 500 euros par mois, voire moins, les ouvriers d'abattoir effectuent un travail traumatisant dans

des conditions souvent inhumaines.

Le député de La Rochelle Olivier Falorni (PRG), interrogé dans cette émission suite à son rapport parlementaire sur les abattoirs, a réitéré les propos insultants qu'il avait déjà tenus contre ces salariés, traitant de pervers et de barbares les travailleurs qui apparaissent

dans les vidéos de L214.

L'émission montre pourtant que les violences infligées aux animaux ont chaque fois pour premiers responsables les patrons des abattoirs, qui imposent aux salariés des rythmes d'abattage insoutenable avec du matériel défaillant, faute d'investissements nécessaires. Les salariés font alors ce

qu'ils peuvent pour rattraper des agneaux ou des porcs qui s'échappent des machines censées les tuer, et parfois ils craquent. Ils sont eux-mêmes non des bourreaux, mais des victimes de cette logique. N'en déplaise à ce député qui, dirigeant l'accusation contre les salariés, se fait le défenseur d'une société barbare.

Les conditions de travail insupportables dans les abattoirs de Chicago étaient déjà dénoncées dans le roman *La Jungle* par le militant socialiste Upton Sinclair en 1906. Plus d'un siècle après, le capitalisme présente toujours le même visage inhumain jusque dans ses citadelles impérialistes.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Loi "Rana Plaza": les patrons veulent exploiter sans entraves

Le 24 avril 2013, l'effondrement d'un immeuble de la banlieue de Dacca, la capitale du Bangladesh, avait causé la mort de 1 138 ouvriers et en avait blessé plus de 2 000 autres. Ils travaillaient dans des ateliers de confection où régnaient des conditions d'hygiène et de sécurité lamentables, pour le compte de sous-traitants de multinationales, dont les groupes français Carrefour et Auchan.

Devant l'émotion soulevée par ce drame, ces multinationales n'ont pas pu complètement cacher leurs responsabilités, mais elles ont tout fait pour ne pas en payer les conséquences. Carrefour et Auchan ont refusé de participer au fonds d'indemnisation des victimes et Auchan, propriété de la riche famille Mulliez, a proposé la somme dérisoire de 360 euros par mort ou blessé.

Mais, si ces entreprises refusent toujours de reconnaître leurs responsabilités, ce drame a abouti en



mars 2015 au dépôt d'un projet de loi à l'Assemblée nationale pour obliger les entreprises françaises à un « devoir de vigilance » à l'égard de leurs sous-traitants dans les pays du tiers-monde. Faute de respecter ce devoir, les entreprises qui emploient plus de 5 000 salariés en France, ou plus de 10 000 en France et dans le monde, pourraient être condamnées à une amende allant jusqu'à 10 millions d'euros.

La loi dite « Rana Plaza » devrait être adoptée définitivement fin février, après

deux votes négatifs au Sénat. Mais le Medef, par la voix de son président Gattaz, a déjà dénoncé ces « nouvelles contraintes imposées à des sociétés françaises ». Un député Les Républicains a parlé d'une loi qui veut « tuer la filière textile en France ». Les trusts français et internationaux ne veulent aucune entrave à leur droit d'exploiter.

Les profits de Carrefour, Auchan et de quelques grands groupes textiles ont la couleur du sang.

Cédric Duval

Côte d'Ivoire : les mineurs font reculer le patron

Dans le numéro du 12 février de leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) relatent la grève des ouvriers de la mine d'or de Tongon.

« Les travailleurs de la mine d'or de Tongon, dans la région de Korhogo au nord du pays, ont mené une grève de sept jours déclenchée le 26 janvier dernier. Cette mine est détenue par l'entreprise Randgold, une firme sud-africaine.

Les ouvriers réclamaient principalement à la direction le paiement d'une prime de production, à l'instar des

cadres de cette entreprise, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

À l'entame de la grève, le patron a adopté une attitude arrogante et méprisante, comme à son habitude. Il a sans doute mal jaugé la combativité des travailleurs. Lorsque ceux-ci ont durci leur mouvement en bloquant complètement

toute l'entreprise, ce patron arrogant s'est vu obligé de céder à leurs revendications. Ainsi, il s'est engagé à verser une prime de production de 500 000 francs CFA (760 euros) à chaque travailleur et à faire face aux autres revendications.

Les ouvriers ont repris le travail, en restant mobilisés, parce qu'ils savent que la promesse d'un patron ne vaut rien tant qu'on n'a pas réellement eu gain de cause. »

*Le pouvoir
aux travailleurs*

Radars embarqués : pour rapporter au privé

Les autorités ont décidé de confier au secteur privé l'utilisation de radars embarqués dans des automobiles banalisées pour sanctionner les excès de vitesse.

L'argument est que la chasse aux chauffards sera ainsi plus efficace. Certes, la sécurité routière est un problème sérieux et il faut l'améliorer, mais est-ce que cette opération y contribuera ? En tous cas, elle va rapporter de l'argent

aux sociétés privées en question.

Actuellement déjà, quelques centaines de ces véhicules de contrôle sont entre les mains de la police ou de la gendarmerie. Mais ils roulent assez peu, un peu plus d'une heure par jour en moyenne, et ils nécessitent deux personnes par voiture : une qui conduit, l'autre qui s'occupe du radar.

Dans le nouveau système, les véhicules

pourront rouler huit heures par jour, avec un seul conducteur, le radar agissant tout seul. D'où une économie de personnel et une augmentation exponentielle du nombre des amendes attendues.

Après une expérimentation, le basculement vers le privé devrait se faire en deux ans. Voilà un beau cadeau promis aux sociétés privées, un de plus.

André Victor

Armement : un gâchis meurtrier

Entre 2012 et 2016, les ventes d'armes ont progressé de 8,4% par rapport aux années 2007-2011, selon une étude de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

Les plus gros fabricants et exportateurs sont les États-Unis, avec le tiers du marché, suivis de la Russie, de la Chine et de la France. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, se vantait récemment d'avoir « atteint un nouveau sommet avec plus de 20 milliards d'euros de prises de commandes ».

Même si les commandes ne se concrétisent pas toutes, ce marché des armes est une manne pour les industriels, qui bénéficient partout de l'aide de leur État, à la fois leur protecteur et leur client. C'est un gigantesque gaspillage de travail et de compétences, qui seraient bien plus utiles s'ils étaient investis dans des services à la population. Le gâchis est encore plus flagrant dans les pays où une grande partie des habitants vivent dans la plus grande pauvreté, comme l'Inde qui, dans les cinq dernières années, a augmenté ses achats de 43% et est le premier importateur d'armes.

Cette prolifération des armes ne sert pas seulement aux exercices

militaires. Elle va de pair avec les conflits ouverts où les grandes puissances, les États-Unis et les gouvernements européens, sous prétexte de mettre fin au terrorisme, bombardent les populations pour rétablir leur ordre, comme au Proche-Orient, en Afghanistan, en Afrique.

La course aux armements, que les dirigeants veulent encore accélérer, est un indice du pourrissement d'un système où les engins de mort sont une source de plus en plus importante de profits. Mais c'est aussi un système où l'utilisation des armes peut être grandement facilitée par une propagande qui défend le repli sur ses frontières et exalte la nation. Les deux aspects vont de pair et forment un cocktail détonnant.

Sylvie Maréchal



Drame de la pauvreté : il doit retravailler à 62 ans !

Brutalement licencié à 57 ans en 2012, Nicolas Sarkozy a vécu cinq ans de petits boulots. Conférences obscures, tournées des anciennes gloires de la droite, chauffeur de stade au PSG, etc. Dans les pires moments, son épouse prenait sa guitare pour aller chanter aux terrasses des cafés. Les enfants attendaient à la maison, leurs grands yeux affamés pleins d'incompréhension.

Alors que le malheureux croyait pouvoir faire

valoir, enfin, ses droits à la retraite, Sarkozy s'aperçut que des lois successives en avaient reculé l'âge légal. Et voilà comment une loi inique contraint un vieux travailleur, au soir de sa vie, à un emploi mal payé, 62 000 euros par an, comme administrateur du groupe Accor, pensez donc ! Encore heureux qu'il ait un copain au conseil d'administration du plus grand groupe hôtelier français...

P.G.

Lisez *Lutte de classe*

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 181 (février 2017)

- Élection présidentielle : voter Nathalie Arthaud, pour faire entendre le camp des travailleurs
- Le piège de la lutte contre l'islamophobie
- Végétarisme, véganisme et antisépécisme : à propos de la considération humaine pour la souffrance animale
- Italie : la Constitution hors des mythes
- Le mouvement trotskyste et la révolution cubaine

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro